

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ABANDON DE FAMILLE

(Loi du 7 février 1924, modifiée par la loi du 3 avril 1928)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 23 mai 1929, à 2 heures

PAR

Robert CHONEZ

Diplômé des Sciences Pénales et de l'Institut de Criminologie
Attaché au Parquet de la Cour d'Appel de Paris

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

Suffragants : { *MM. DEMOGUE, professeur.*
JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DES JURIS-CLASSEURS, ÉDITIONS GODDE

ANCIENNE MAISON MARCHAL ET BILLARD

LIBRAIRIE DE LA COUR DE CASSATION

25-27, Place Dauphine (1^{er} arr^t)

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

L'ABANDON DE FAMILLE

(Loi du 7 février 1924, modifiée par la loi du 3 avril 1928)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 23 mai 1929, à 2 heures

PAR

Robert CHONEZ

Diplômé des Sciences Pénales et de l'Institut de Criminologie
Attaché au Parquet de la Cour d'Appel de Paris

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

Suffragants : { MM. DEMOGUE, *professeur.*
JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DES JURIS-CLASSEURS, ÉDITIONS GODDE

ANCIENNE MAISON MARCHAL ET BILLARD

LIBRAIRIE DE LA COUR DE CASSATION

25-27, Place Dauphine (1^{er} arr^e)

UNIVERSITÉ DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(loi du 7 février 1875, modifiée par la loi du 3 avril 1878)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 20 mai 1884

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



UNIVERSITEIT VAN LEIDEN
BIBLIOTHEEK
LEIDEN

A MA FAMILLE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'ABANDON DE FAMILLE

(Loi du 7 février 1924, modifiée par la loi du 3 avril 1928)

INTRODUCTION

Aux destinées de la Famille sont indissolublement liées celles de la Société. Cependant parmi ceux qui n'hésitent pas à proclamer l'utilité et même la nécessité de cette institution, combien se sont employés à la défendre, autrement qu'en paroles! Quel législateur moderne, a jamais inscrit en tête d'une Constitution, les Droits de la Famille avant ceux du Citoyen? Quel pouvoir, se réclamant de l'ordre social établi, s'est préoccupé d'assurer comme il convient la protection de la Famille?

Aussi, lorsque par suite de la dissolution des mœurs, gardiennes ordinaires des vertus familiales, il apparaît que la Famille est menacée, qu'on la respecte chaque jour un peu moins, qu'on méconnaît de plus en plus les devoirs sacrés qu'elle fait naître, le Droit est le dernier à lui venir en aide.

L'influence du législateur sur l'organisation et le développement de la Famille ne peut être, il est vrai, que secondaire; ce n'est pas une raison pour la con-

sidérer comme négligeable, et encore moins comme inutile : ainsi que le faisait très justement remarquer M. Lerebours Pigeonnière (1) :

« Si la mission du législateur est, ici plus qu'ailleurs, d'observer et de suivre les mœurs pour leur appliquer une réglementation juridique adéquate, cette mission n'en a pas moins une haute portée sociale : c'est qu'en effet, dans un même état social, les mœurs dont dépend l'organisation de la famille ne présenteront jamais une uniformité parfaite...

La loi intervenant pour réglementer la famille, exercera précisément une influence sociale par la manière différente dont elle appréciera les mœurs variées, les mœurs en voie de transformation. Le rôle de la loi, vis-à-vis de la famille, n'est donc pas entièrement passif. La loi doit prêter son appui à la conscience publique en sanctionnant les mœurs qu'elle approuve... »

Si, plus que tout autre institution juridique, la famille est le produit des mœurs, elle n'en reste donc pas moins soumise à l'action du législateur, et ce dernier, si l'on se place au point de vue de l'intérêt général, est aussi coupable de se désintéresser du sort de cette institution, que d'en précipiter la ruine.

Notre pouvoir législatif, jusqu'à ces temps derniers, semblait malheureusement ne pas avoir conscience du rôle qu'il devait jouer : une étude rapide des transformations subies par la famille au cours des siècles,

1. *La famille et le Code civil (Livre du Centenaire, t. 1, p. 265).*

suffit à montrer en effet que son intervention n'eut longtemps d'autre but que d'exalter la liberté individuelle, au détriment de l'autorité familiale :

*
* *

Dans l'antiquité, la famille (1) était un groupement de personnes, homogène et hiérarchisé, dans lequel s'absorbait presque entièrement l'activité particulière des individus. Soumise à la loi et à la juridiction du père de famille, cette sorte de « société collective » vivait repliée sur elle-même, sans qu'aucune autorité étrangère put s'immiscer dans le règlement des conflits familiaux. D'ailleurs, seules des obligations d'ordre moral pouvaient naître entre les individus qui la composaient, ceux-ci se trouvant sous la dépendance complète du père de famille dont les droits ne comportaient aucune réciprocité et n'ayant personnellement aucun patrimoine.

1. Les groupements matériels et économiques sur lesquels sont venues se mouler à Rome les institutions de la *patria potestas*, de la *manus*, etc... en droit germanique celle du *mundium*, présentent de si grandes analogies que, dans ce bref exposé, nous n'avons pas cru devoir les différencier. Comme le fait remarquer M. P. Viollet, *Histoire du droit civil français*, 2^e éd. Paris, 1893, p. 495.

* Les similitudes premières (entre la famille romaine et la famille germanique) sont, au contraire, très frappantes ; d'une part et d'autre, nous apercevons, à l'origine, une famille qui possède en commun des biens sous l'autorité d'un chef : le père. Mais la notion de l'autorité du père se développe à Rome et absorbe très vite celle de la communauté de biens... En Germanie, au contraire, le droit des enfants sur la fortune commune s'accuse dans les usages... »

La famille germanique, que l'État ni la civilisation ne désorganisaient, conserva très longtemps ses caractères primitifs. Tandis qu'à Rome, l'évolution et le relâchement des mœurs, entraînaient, avec l'affaiblissement des droits du père de famille et l'émancipation des individus, une diminution correspondante de la notion de responsabilité morale chez le père de famille et une méconnaissance, chaque jour plus grande, des obligations familiales, par les individus.

Le règlement des conflits d'intérêts entre les membres d'une même famille donna lieu bientôt à des contestations scandaleuses et, à l'époque classique, le législateur romain, qui avait peu à peu détourné au profit de l'État une partie des droits du père de famille, fut obligé d'intervenir pour assurer l'observation de certains devoirs, et dut remplacer par l'autorité de la loi, celle du *pater* gravement compromise. Il le fit d'ailleurs avec circonspection (1) et admit le principe d'une obligation alimentaire, fondée sur les liens du sang et l'équité, mais à « l'état d'embryon » ; d'abord restreinte entre l'enfant en puissance et ses

1. Voy. sur ce point : Cuq, *Manuel des Institutions juridiques des Romains*. Paris, 1917, p. 139-165. « A l'époque classique... le devoir du *pater familias* de pourvoir à la nourriture et à l'entretien des membres de sa famille, a été rendu indépendant de la puissance paternelle et de l'agnation. Il est réciproque. L'observation en est assurée *extra-ordinem* par les magistrats... Le montant de l'obligation est déterminé par le magistrat, d'après les besoins et le rang social de l'ayant-droit, et la fortune du débiteur... En cas de refus de fournir des aliments le magistrat use de son droit de coercition : il prend des gages et les fait vendre s'il y a lieu... »

ascendants paternels, elle fut étendue par la suite à l'enfant émancipé, à la mère et aux ascendants maternels (1).

Ainsi voit-on déjà, à cette époque lointaine, se manifester l'étroitesse de vue du législateur : ne respectant plus la famille, il maintient cependant comme un dogme intangible le respect de son indépendance. Dépouillant cette institution des privilèges qui lui permettaient de faire elle-même sa propre police, d'assurer le maintien de ses traditions, pour tout dire de vivre, il néglige de lui assurer, par compensation, et de façon suffisante et efficace, la protection des pouvoirs publics ; elle reste pour lui une institution isolée, que sa nature doit maintenir toujours comme « en marge » du droit.

*
* * *

L'évolution ainsi amorcée se poursuit dans notre ancien droit. La famille légitime romaine apparaît diminuée et transformée sous l'influence de la morale chrétienne, et réagit, à son tour, sur les institutions du Droit germanique.

Au moyen-âge, on considère, en général, que la famille est un groupe social homogène, tendant à perpétuer dans l'intérêt des individus la permanence d'une certaine situation sociale : ainsi, à la différence

1. Digeste, liv. XXV, t. III, § 10, Ulpien. Vis-à-vis de la mère l'obligation alimentaire s'exerce surtout à l'égard de ses enfants naturels ; vis-à-vis du père *l'enfant légitime a seul droit à des aliments*, Ulpien, hoc. tit. 5, 4.

de ce qui se passait en droit romain, l'unité sociale de la famille profitait moins à son chef qu'au groupe tout entier. Le chef avait d'ailleurs perdu une grande partie de ses sujets et de ses pouvoirs : ceux-ci étaient devenus « temporaires », par suite du développement de l'idée d'une « majorité émancipatrice ». Il y avait donc une sorte de compromis établi entre les droits individuels reconnus par la loi et l'« autorité » dévolue au chef de famille (1). Les droits appartenant à ce dernier, reposaient à la fois (et plus ou moins suivant le lieu) sur le principe d'autorité nouveau tiré du droit canonique : l'autorité maritale — conséquence du caractère religieux et indissoluble du mariage — et sur la persistance de l'autorité paternelle « à la romaine », conservée longtemps dans les pays de droit écrit (2).

Si d'autre part, le caractère religieux du mariage excluait, dans notre ancien droit, tout rapport de

1. « L'importance originelle et la décadence graduelle de l'autorité maritale, et paternelle s'expliquent facilement par quelques considérations générales : La famille, c'est la société primitive, la société toute entière. Le mari-père c'est l'autorité primitive, l'autorité toute entière. De la famille est issue une société plus large ; de la puissance paternelle est issue pour partie la puissance sociale. Mais ces deux forces ne peuvent subsister intégralement l'une en face de l'autre... Il y avait là un conflit fatal. L'Etat diminua le père et atteignit la famille. L'équilibre entre ces deux puissances, l'une primitive et nécessaire, l'autre de formation secondaire, reste l'un de ces problèmes éternellement mobiles autour desquels s'agit l'activité douloureuse de l'humanité. » (P. Viollet, ouvrage précité).

2. Il ne faut pas, en effet, prendre trop à la lettre le brocard de Loysel (applicable d'ailleurs au seul droit coutumier). « Droit de puissance paternelle n'a lieu ». *Institutes coutumières*, liv. I, XXXVII, 55. Voy. à ce sujet Viollet, précité, p. 526.

famille, en dehors de la filiation légitime, on n'en reconnaissait pas moins les devoirs de la parenté naturelle, et, l'enfant né hors mariage, s'il ne devait pas profiter de la situation de famille de ses parents, du moins pouvait leur demander d'assurer sa subsistance et d'entretenir en sa personne la vie qu'ils lui avaient donnée.

Le principe de l'obligation alimentaire était ainsi reconnu très largement, tant par les auteurs que par les divers textes de notre ancien Droit (et pas seulement par les textes du Droit canonique) (1). Avec l'affaiblissement du sentiment religieux, les contestations auxquelles il donnait lieu devinrent, chaque jour, plus fréquentes :

« La corruption des mœurs, écrit Pothier (2), qui est allée toujours en croissant et qui est aujourd'hui parvenue à son comble, rend à la honte de l'humanité, très fréquentes au Palais, ces demandes qui autrefois y étaient inouïes... »

*
* * *

La famille française devait bientôt subir de plus

1. Pendant tout le moyen âge, l'église tendit à conquérir sur le mariage une juridiction exclusive. Le mouvement inverse, qui aboutit à faire rentrer cette institution dans la sphère du pouvoir législatif civil ne commence à se dessiner qu'au xvi^e siècle. Les textes visés sont évidemment postérieurs à cette époque : Cf. *Livre de Jostice et de Plet*, p. 59 ; Cpr. *Pour les enfants adultérins*, p. 196. Loysel, *Institutes coutumières* : « Qui fait l'enfant le nourrit. » *Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine*, F. n^o 599, t. II, p. 221, etc. Voy. aussi les textes cités par J. Brissaud, *Histoire de droit*. Paris, 1904, t. II, p. 1099 et suiv.

2. *Du mariage*, chap. I, II, n^o 385.

rudes assauts et sa vraie décadence date de la Révolution.

L'idéal de liberté individuelle, qui fut celui des Révolutionnaires de 89, s'accommodait mal, en effet, de la persistante cohésion du groupe familial.

Bien qu'ayant, depuis longtemps, cessé d'être dangereuse, l'autorité du père fut considérée comme « suspecte » et l'on mit un véritable acharnement à démanteler la famille. Ce fut, pour les législateurs de la Révolution, une occasion de plus de faire table rase du passé et de tenter de réaliser, d'un jour à l'autre, les aspirations des philosophes du XVIII^e siècle. C'est ainsi que le 28 août 1792 l'Assemblée législative abolissait la puissance paternelle perpétuelle et que le jour de sa dissolution, le 20 septembre 1792 après avoir reconnu le caractère civil du mariage (loi sur l'État Civil) elle instituait le divorce :

« La Gironde, écrit Louis Madelin (1), entendait *in extremis* ajouter une ruine à tant d'autres : dans sa dernière séance, le 20 septembre 1792, l'Assemblée vota le décret qui établissait le divorce, de telle façon que le foyer, pierre d'angle de ce pays de France, allait être pour plusieurs années terriblement ébranlé! »

L'obligation alimentaire devait suivre le sort de la famille (2). Le législateur ayant ruiné l'institution

1. *La Révolution*, 2^e éd., 1913, p. 261.

2. En 1793 Robespierre proposait d'enlever les enfants à leurs parents à l'âge de 7 ou 8 ans, pour les élever en commun. Déc. 29 frimaire an II. Rappelons enfin l'atteinte portée à la

qui lui avait donné naissance, se désintéressa d'elle, ou plus exactement, il l'enterra sous une phraséologie pompeuse. Pénétré des doctrines de Rousseau, touchant la bonté foncière de l'homme, il qualifia de « monstrueuses » les précautions prises par l'ancien Droit, et sous prétexte qu'on doit toujours faire confiance au sentiment paternel, il jugea inutile de prévoir la réglementation légale de l'obligation alimentaire.

Les rédacteurs du Code Civil revinrent heureusement à une conception plus saine du rôle de la loi. Loin de répudier totalement les réformes, conçues pendant la Révolution, ils songèrent à les adapter autant que possible aux mœurs traditionnelles.

La famille retrouva, dès lors, une partie de ses droits; l'autorité maritale, la puissance paternelle, l'obligation alimentaire furent définies et reconnues par le Code, mais on ne songea pas à restaurer l'ancienne institution, ni à réparer les atteintes portées par la Révolution à sa structure même :

Le mariage devait demeurer pour le législateur « une sorte de contrat », dont la fragilité se trouva encore aggravée par le rétablissement du divorce.

Désormais, le lien qui unit les époux ayant perdu son caractère indestructible, est à la merci de leur conscience. La famille n'est plus fondée sur l'autorité d'un chef, ni sur la foi conjugale, mais sur la simple « parole donnée »; et, s'il ne pousse pas l'aberration

famille par l'Assemblée Constituante qui, le 12 brumaire an II, donnait aux bâtards les mêmes droits qu'aux enfants légitimes.

jusqu'à encourager les manquements à cette parole donnée, le législateur, du moins, les tolère, ou les réprime avec une coupable indulgence...; se reposant sur la morale du soin de veiller à la défense d'une institution en péril, qu'il reconnaît cependant être la base de la Société!

*
* *

Après avoir, petit à petit, ruiné l'autorité familiale, les pouvoirs publics s'aperçurent enfin, au milieu du siècle dernier, de l'erreur qu'ils avaient commise.

Les résultats obtenus : augmentation du nombre des divorces, augmentation de la criminalité infantile, dénatalité croissante, montraient clairement qu'on n'avait rien gagné à désagréger les cellules-mères de la nation; que l'individu était encore loin de pouvoir vivre honnêtement sous la seule tutelle de l'État; et qu'il était indispensable et urgent, dans l'intérêt même de la collectivité, de murer les trous faits par de trop farouches individualistes, à ce qu'ils ont appelé ironiquement le « Système cellulaire » de notre Société.

C'est ainsi que furent votées successivement une série de lois disparates, que rien ne paraît rattacher entre elles, mais qui témoignent cependant d'un souci analogue : il ne s'agit évidemment pas de restaurer la famille, mais de la protéger, d'empêcher qu'elle ne se dissocie davantage, de réprimer tous actes de nature à compromettre gravement son

avenir ou à porter atteinte à son intégrité. Citons, par exemple, en matière pénale :

La loi du 24 juillet 1889, sur les enfants maltraités ou moralement abandonnés.

La loi du 19 avril 1898, modifiant les articles 312, 349 et suivants du C. P. (Violences commises envers les enfants).

Les lois des 19 juillet 1845, 12 juillet 1916, 13 juillet 1922, sur les stupéfiants.

La loi du 31 juillet 1920, sur la propagande anti-conceptionnelle (Correctionnalisation de l'avortement).

La loi du 24 mars 1921, sur le vagabondage des mineurs.

Enfin les lois du 7 février 1924 et 3 avril 1928, sur l'abandon de famille.

De toutes ces lois et de bien d'autres dispositions moins importantes que l'on pourrait sans doute ajouter à cette liste, les lois de 1924 et 1928 apparaissent, à notre point de vue, les plus importantes : puisqu'elles posent directement le problème de l'intervention du législateur et du juge dans le règlement des conflits nés des devoirs de famille, et prévoient la répression de manquements à des obligations strictement familiales.

C'est ce que ne manqua pas de faire remarquer M. Marin (1), auteur des propositions de loi sur l'abandon de famille :

1. Séance du 20 fév. 1923. *J. off. Doc. Parl.*, 1923, n° 5619.

« Tant de lois depuis un demi-siècle ont eu pour résultat, sinon pour but, d'ébranler la famille qu'il est nécessaire aujourd'hui de la consolider.

Nous passons, depuis une génération, pour faire des lois qui instaurent pour les coupables des garanties telles qu'ils ont toutes les chances pour échapper...

Il serait temps de faire quelque chose pour les honnêtes gens et de montrer que la loi a surtout pour but de les protéger contre les coquins. »

La présente étude étant consacrée au délit d'abandon de famille, l'examen des textes nouveaux, assurant, par voie de contrainte pénale, le respect de certains devoirs de famille, va nous conduire à rechercher maintenant, sur quelles bases repose l'intervention du législateur, et quelles ont été les conséquences pratiques de cette intervention.

Nous diviserons, en conséquence, les développements qui vont suivre en deux parties :

1^o Origine des Sanctions Pénales instituées pour assurer l'exécution de certaines obligations alimentaires;

2^o Etude du délit d'abandon de famille, tel qu'il résulte des lois de 1924 et 1928.

PREMIÈRE PARTIE

ORIGINE DES SANCTIONS PÉNALES INSTITUÉES POUR ASSURER L'EXÉ- CUTION DE CERTAINES OBLIGATIONS ALIMENTAIRES

CHAPITRE PREMIER

BASES DE LA RÉPRESSION

De tout temps considéré comme une faute, au point de vue moral, l'abandon de famille a fini par devenir un délit. Nous allons rechercher, en analysant les caractères de l'acte incriminé, quelles ont été les causes de cette transformation.

SECTION I

L'abandon de famille : acte amoral.

La notion d'abandon de famille ne présente aucune ambiguïté. Il faut cependant prendre soin de la différencier de celle, voisine, de délaissement :

Le délaissement est un attentat précis, bien qu'indirect, à la vie d'autrui : c'est un acte matériel qui consiste à exposer, dans un endroit « solitaire ou non »; « un enfant ou un incapable, hors d'état de se protéger eux-mêmes, à raison de leur état physique ou mental » (art. 349 et suiv. C. P.). Délit contre les personnes physiques, et plus spécialement contre les enfants, le délaissement est réprimé indépendamment de toute idée de « lien familial »; celui-ci est, en effet, considéré par le législateur comme *une circonstance aggravante* de l'infraction *et non comme un de ses éléments constitutifs*.

L'abandon de famille, au contraire, consiste en une omission : c'est l'inexécution dommageable d'une obligation ayant un caractère strictement familial : l'inobservation du devoir d'assistance résultant du lien de parenté.

La notion d'abandon de famille, très vaste, ne peut être mieux précisée qu'à l'aide de quelques exemples :

Un homme marié quitte son foyer, sans esprit de retour. Même si on ne peut lui reprocher d'avoir laissé sa femme ou ses enfants dans la gêne, il manque cependant au plus sacré de ses devoirs, en abandonnant les siens, sans raison valable : une famille se trouvera par sa faute désagrégée et privée de son chef.

Un autre continue à vivre chez lui, plus ou moins régulièrement, mais refuse de contribuer à l'entretien de sa famille comme il le devrait faire, soit qu'il ait des ressources et les emploie exclusivement à la satisfaction de ses besoins personnels; soit qu'il néglige

volontairement, par paresse ou par ivrognerie, de gagner sa vie et celle des personnes à sa charge.

Un autre encore, satisfait à ses obligations pécuniaires, vit avec les siens, mais se désintéresse totalement de leur existence, refuse de leur fournir l'appui de ses conseils et de prendre aucune décision les concernant; en un mot, les abandonne « moralement ».

Un autre enfin, avant son mariage, ou pendant, ou même après, ayant été condamné à payer une pension alimentaire à ses parents, à son conjoint ou à ses enfants, se soustrait volontairement à l'exécution de son obligation.

Tous ces cas ne sont, sous leur apparente variété, que les différents aspects d'une même faute morale, très nette et stigmatisée par la conscience publique : « l'abandon de famille ».

Malgré sa gravité, cette faute, considérée par le législateur français comme relevant de la seule loi morale, était restée, avant la promulgation de la loi du 7 février 1924, en dehors des limites du Droit. Elle n'était atteinte, que très indirectement, par certaines des sanctions civiles ou pénales prévues par nos Codes,

Nous allons examiner successivement quelles étaient ces dispositions, et rechercher ensuite si les « sanctions morales » étaient assez fortes, à elles seules, pour assurer l'exécution de « l'obligation familiale » par excellence; c'est-à-dire, du Devoir d'assistance.

1. SANCTIONS PÉNALES.

A côté du « délaissement », puni par les articles 349 et suivants du Code pénal, dont nous avons déjà indiqué la portée, un autre délit, « voisin » de l'abandon de famille, est réprimé par les articles 312 et suivants du Code pénal.

Tous ces textes présentent d'ailleurs entre eux une certaine analogie, ayant, d'une part, une origine commune, à savoir, la loi du 19 avril 1898, punissant les actes délictueux commis contre les enfants, et, d'autre part, n'intervenant pas directement dans la répression des délits familiaux : en d'autres termes, encadrant l'abandon de famille, mais ne le sanctionnant pas.

L'article 312 punit, en effet, ceux qui ont « volontairement privé un enfant de soins, au point de compromettre sa santé ». Il faut donc que la santé de l'enfant abandonné de sa famille ait été de ce fait, *volontairement compromise*, pour que l'abandon soit considéré comme une infraction, et tombe sous le coup de l'article 312. La répression n'atteint que très indirectement l'abandon de famille : nous sommes, ici encore, en présence d'un délit « contre les personnes physiques » (coups et blessures) et d'une infraction dont les éléments constitutifs sont exclusifs de toute idée de lien familial : la qualité « d'ascendant » de l'auteur de l'infraction, n'étant considérée que : comme une circonstance aggravante et intervenant dans le

« dosage » des sanctions, au même titre que la gravité des blessures.

Comme nous avons eu déjà l'occasion de le remarquer, le législateur, n'admettait pas, avant le vote de la loi du 7 avril 1924, (et sauf exception en ce qui concerne l'adultère) qu'on dut sanctionner pénalement et directement les manquements, même les plus graves, aux obligations familiales.

2. SANCTIONS CIVILES

A la différence du Droit pénal, le Droit civil, cherchait à réprimer l'abandon de famille. Malheureusement, les sanctions qu'il avait prévues se sont révélées insuffisantes.

1^o D'une part, la séparation de corps et le divorce peuvent être prononcés à la suite de l'abandon du domicile conjugal, sans motif avouable, par l'un des époux, cet abandon étant considéré comme « *injure grave* ». Ils entraînent, souvent, condamnation de l'époux coupable à payer à son conjoint ou à ses enfants une pension alimentaire. Ce sont là des dispositions de pure forme, pratiquement inefficaces et sans aucun effet préventif. La perspective du divorce empêche rarement l'abandon : elle y pousse plutôt. De plus, l'époux condamné garde la possibilité de se soustraire à l'exécution de la condamnation prononcée contre lui, en dissimulant ses ressources par des moyens frauduleux, ou en se rendant insolvable. Loin d'être découragé par ces « sanctions civiles »,

l'abandon de famille reprend, après le divorce, sous une autre forme!

2^o La loi du 13 juillet 1907, sur le libre salaire de la femme mariée, apporte, d'autre part, dans un certain nombre de cas, un moyen de remédier aux conséquences les plus désastreuses de l'abandon de famille :

L'époux « abandonné à ses seules ressources » peut, en effet, grâce à cette loi, opérer une saisie-arrêt sur le salaire de son conjoint et le contraindre ainsi à participer aux charges du ménage. Bien que fort intéressant, ce texte est loin de résoudre cependant tous les problèmes posés par l'abandon de famille : pratiquement, il ne peut être appliqué, en effet, que si l'époux auteur de l'abandon, touche un salaire, et s'il n'a pas pris soin de se mettre à l'abri des poursuites, en changeant fréquemment d'employeur ou de résidence.

3^o Les lois du 24 juillet 1889 et 15 novembre 1921 enfin, ont prévu que certains cas d'abandon entraîneraient la déchéance de la puissance paternelle; mais c'est là une mesure qui tend à protéger l'enfant, plutôt qu'à punir ses parents. Il ne faut donc pas s'illusionner sur l'efficacité de cette sanction : ce n'est pas la crainte de voir prononcer la déchéance de leurs droits qui déterminera certains parents à verser une pension alimentaire à leurs enfants!

3^o SANCTIONS MORALES

La plupart des faits d'abandon de famille, malgré leur indéniable gravité au point de vue familial et social, ne relevaient donc, avant la loi du 7 avril 1924, que de la désapprobation des consciences.

Cette sanction morale, si elle avait présenté quelque valeur à l'époque où les vertus familiales jouissaient encore d'une certaine considération, n'opposait qu'une bien faible barrière à l'actuel dérèglement des mœurs.

« Les faits montrent, « dit M. Marin, dans son exposé des motifs », que les sanctions morales ne jouent guère extérieurement : sans doute, les abandons de famille encourent la désapprobation des consciences, mais ces désapprobations ne se traduisent pas, généralement, par des actes suffisants pour leur assurer des résultats efficaces.

« Le monde est peuplé d'hommes parfaitement reçus, et traités de la façon la plus honorable, dont chacun sait pourtant que vivant au sein de la richesse, ils laissent une femme, des enfants, des parents, abandonnés dans la plus noire misère. Les êtres humains qui se croient des consciences fortes hésitent, non seulement, à manifester leur mépris pour qui le mérite, mais le ressentent-ils toujours? »

Autre conséquence de la perversion du sens moral : l'impunité apparaissait à beaucoup de gens comme un encouragement indirect : Tel ce père de famille qui, s'entendant reprocher d'avoir abandonné les siens, répondait :

« Est-ce qu'il y a une loi qui me défend de ne pas donner à manger à mes enfants (1)? »

Ce simple fait montre l'insuffisance des sanctions civiles et morales! Il permet de comprendre comment, faute d'une répression efficace, les abandons de famille étaient chaque jour plus nombreux. Devant la nécessité de mettre fin à de pareils scandales, le législateur allait être amené à intervenir.

SECTION II

L'abandon de famille : acte délictueux.

La multiplication des abandons de famille devait inciter le législateur à rechercher si notre Code pénal ne présentait pas certaines lacunes, qu'il serait utile de combler.

Comme le faisait observer M. Marin, c'est là une des « transformations normales du droit pénal. A côté de l'évolution régulière de celui-ci, tendant à enregistrer les progrès de la conscience, il y a déplacement de certains délits dans les cas où, extérieurement, la nécessité de la répression se fait sentir, alors qu'elle se faisait trop peu sentir auparavant. » D'ailleurs la création de sanctions pénales n'apparaissait pas justifiée « en fait » seulement; elle était, en Droit, parfaitement régulière : l'abandon de famille présentant, en effet, tous les caractères d'un acte délictueux, c'est une abstention dommageable, qui

1. Fait rapporté à la Société des Prisons en 1913 par M. Berlet, président du tribunal civil de Bayeux.

porte atteinte à l'ordre public : La culpabilité de l'agent est indéniable, si l'on peut démontrer qu'il a abandonné volontairement sa famille : Il a manqué à l'un de ses devoirs les plus sacrés : ou bien il s'est soustrait à l'obligation d'assurer la subsistance de ceux auquel il a donné le jour, ou bien il a négligé de défendre et de secourir ceux qui ont droit à sa protection.

Il s'agit là de la violation d'une loi naturelle, en prenant ce mot dans le sens où l'entendent certains auteurs, c'est-à-dire d'un de ces Principes de Droit, supérieurs, reconnus à tous les âges et par toutes les consciences humaines. Cette violation appelle un chââtment. A la faute commise, doit correspondre une sanction proportionnée.

Le caractère dommageable de l'abandon de famille n'est pas moins évident : soit qu'on se place au point de vue individuel, soit au point de vue familial ou social. Chacun des individus victimes de l'abandon, souvent incapable de subvenir par lui-même à ses besoins, se trouve, du jour au lendemain, plongé dans le plus complet dénuement.

Pour la famille, les conséquences de l'abandon sont aussi graves. Matériellement, c'est presque toujours la misère. Moralement, ce sont les enfants livrés à eux-mêmes dan leur jeune âge, au moment où ils ont le plus besoin de la protection de leurs parents et de l'éducation morale que, seuls, ceux-ci peuvent leur donner ; et c'est aussi, peut-être, l'inconduite de la femme...

L'abandon de famille n'apparaît pas moins funeste, enfin, si l'on se place au point de vue de l'intérêt général et de l'ordre public. L'affaiblissement des liens familiaux, la dispersion des familles, ont des répercussions sociales très dangereuses; entraînant, en particulier, la démoralisation, la dénatalité, et l'augmentation du vagabondage, de l'alcoolisme et de la criminalité infantile (1).

Il ne paraît donc pas contestable que l'abandon de famille doive être considéré comme une infraction à la loi pénale. Seul, le caractère familial de cette infraction mit longtemps obstacle à sa répression.

Le législateur, après s'être employé à désorganiser la famille, et à saper le principe d'autorité sur lequel elle s'appuyait, ne pouvait pourtant soutenir raisonnablement que les devoirs de famille échappaient par leur nature à son contrôle!

Cette opinion, qui prévalait au moment de la rédaction de nos codes, et qui trouve encore actuellement des défenseurs, nous paraît dénuée de fondement. Moralement, elle ne s'explique pas : si on reconnaît que la famille a besoin d'être protégée par la loi, on admet par là-même que le Droit doit enpiéter d'autant sur le domaine de la morale.

Comme le fait très justement remarquer M. Bonne-case (2).

1. Il résulte des statistiques que plus de 80 % des mineurs délinquants ont été élevés par des parents émus.

2. *La philosophie du Code Napoléon appliquée au droit de famille*, p. 6, § 4.

« Il est des individus qui ne remplissent leurs devoirs de famille que dans la mesure où le Droit est susceptible de les y contraindre. De là, la nécessité et du coup, la justification du Droit de famille ».

D'autre part, il existe, en pratique, des précédents : Le devoir de fidélité, malgré son caractère familial indiscutable, n'est-il pas sanctionné depuis fort longtemps par la loi pénale? Pourquoi ce qui est possible pour l'adultère, ne le serait-il pas pour l'abandon de famille, ou pour tous autres manquements aux obligations familiales!

On objecte enfin, que si l'intervention du législateur est admise en matière familiale, elle doit avoir pour mission de soutenir les mœurs, de les encadrer, et non de les réformer. Si l'exactitude de cette remarque est incontestable, on en comprend mal l'opportunité : Refusera-t-on de sanctionner l'abandon de famille, sous prétexte qu'il est, à l'heure actuelle, « entré dans les mœurs »? et que la loi pénale est impuissante à corriger ce que cela peut avoir de désastreux! Ce serait une erreur singulière, et une interprétation bien audacieuse de la morale actuelle! Si, depuis quelques années, les abandons de famille se sont malencontreusement multipliés, le caractère « amoral » de l'acte n'en a pas pour cela disparu : celui-ci est toujours considéré par la conscience publique, comme odieux et répréhensible. La loi pénale doit réagir contre les « mauvaises mœurs » et comme le fait très justement remarquer M. P. Girault (1) :

1. Thèse Poitiers, 1927.

« l'opinion, trop veule, quand il s'agit de prendre elle-même la responsabilité de la sanction directe, la soutiendra néanmoins, du moment que les pouvoirs publics seront chargés d'appliquer la sanction. »

Ainsi, l'abandon de famille, tenu en marge de notre législation pénale, bien que présentant tous les caractères d'une infraction, se trouvait prêt à être érigé en délit.

Nous allons voir maintenant quelles influences ont déterminé la création en France d'une répression embryonnaire et l'élaboration de la loi du 7 avril 1924.

CHAPITRE II

EXEMPLES DE RÉPRESSION FOURNIS PAR DIVERSES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

La répression de l'abandon de famille répondant à un besoin social, il n'est pas étonnant de trouver, dans la plupart des législations étrangères, des textes le punissant sévèrement. Ces dispositions, antérieures pour la plupart à la loi du 7 avril 1924, ont fourni aux législateurs français des exemples de répression nombreux, autant que variés.

Dans les législations étrangères qui se sont occupées de l'abandon de famille, celui-ci est tout d'abord une cause de divorce ou de séparation; ainsi, par exemple : en Italie, en Autriche, en Hongrie, en Suède, en Norvège, au Danemark, dans les Pays-Bas, en Angleterre, aux États-Unis, au Pérou, etc... Mais les lois de ces divers pays ne comprennent pas l'abandon de la même façon : les unes exigent qu'il ait été fait sommation à l'époux fugitif de reprendre sa place au foyer, (lois suisses, suédoises, danoises et norvégiennes), d'autres, se contentent du fait matériel de l'abandon (Angleterre), d'autres enfin, exigent que cet abandon ait duré pendant un certain temps

(Suisse). Mais ce ne sont là que des sanctions civiles. Examinons maintenant les sanctions pénales prévues par ces diverses législations pour protéger la famille.

ALLEMAGNE : L'article 361 du Code pénal allemand, (complété par la loi du 13 mars 1894) punit celui qui, par inconduite, ivrognerie, débauche, réduit sa famille au dénuement et l'oblige à s'adresser à l'assistance (§ 5). D'autre part, est également poursuivi « celui qui est en situation d'entretenir ceux auxquels il doit l'assistance, et qui, malgré l'injonction des autorités compétentes, se soustrait à son obligation, de telle sorte qu'on doive recourir, par l'intermédiaire de l'autorité, à des secours étrangers » (§ 10; dans ce cas, une amende n'excédant pas 150 marks pourra être substituée à la peine de la détention simple). L'avant-projet du Code pénal de 1909, reproduisait, en les modifiant à peine, ces dispositions.

ANGLETERRE : De nombreuses lois ont pour objet la protection de l'enfance, la plus ancienne remonte à 1388 : l'abandon de famille y était alors assimilé au vagabondage. L'exposition d'enfant de moins de 2 ans est réprimée par la loi de 1860 (24 et 25 Vict. C. 100. S-27). Plus récemment, une loi du 21 décembre 1908 (1) punit d'amende avec substitution ou ad-

1. Children, act. 8, Ed. VII, S. 67.

By Sect. 12 « If any person over the age of 16 who has the custody, charge or care of any child or young person, wilfully assaults, ill treats, neglects, *abandons* or exposes such child or young person, or causes or procures such child or youngsters on to be assaulted, ill treated, neglected or abandoned or exposed in a manner likely to cause any such child or young person unec-

jonction d'une peine de prison, les père, mère, tuteur qui négligent de nourrir, loger, habiller et soigner leurs enfants, ou qui, étant indigents, ne les font pas secourir en vertu de la loi sur les pauvres. Enfin, si le père s'adonne à l'ivrognerie, le tribunal peut ordonner son internement pour deux ans au plus dans un hospice d'alcooliques (art. 12, titre II).

AUTRICHE : L'avant-projet du Code pénal de 1909, article 256, punit l'abandon de famille, seulement lorsque la victime est un mineur : la répression vise moins, ici, le fait brutal de l'abandon, que la violation du devoir d'entretien incombant aux parents vis-à-vis de leurs enfants.

BULGARIE : A la différence des dispositions précédentes, les articles 284 et 512 du Code pénal bulgare

essary suffering or injury to his health (including injury to or loss of sight, or hearing or limb or organ of the body, and any mental derangement) that person shall be guilty of a misdemeanor and shall be liable :

a) On conviction or indictment to a fine not exceeding 100 pounds or alternatively or in default of payment of such fine, or in addition thereto to imprisonment, with or without hard labour, for any term not exceeding 2 years ; and

b) On summary conviction to a fine not exceeding 25 pounds or alternatively or in default of payment of such fine or in addition thereto to imprisonment with or without hard labour for any term not exceeding 6 months.

And for the purpose of the section a parent or other person legally liable to maintain a child or young person shall be deemed to have neglected him in a manner likely to cause injury to his health if he fails to provide adequate food, clothing, medical aid, or lodging for the child or young person or if being unable otherwise to provide such food, clothing medical aid or lodging he fails to take steps to procure the same to be provided under the Acts relating to the relief of the Poor. » (Russel, *On Crimes and Misdemeanors*).

punissent, au même titre, le manque de soins à l'égard d'un enfant, et le refus de subvenir aux besoins d'un ascendant.

L'article 284 s'exprime ainsi : « Quiconque est obligé, en vertu de la loi ou d'une convention, de prendre soin d'un enfant et l'omet volontairement, est puni d'un emprisonnement d'un an au plus. »

Et l'article 512 déclare que : « Des enfants aisés, qui omettent de procurer à leurs parents dans leur vieillesse, l'entretien nécessaire à leur vie, seront punis des arrêts de trois mois au plus et contraints, en outre, à fournir l'entretien conformément à leur fortune. »

BELGIQUE : L'article 370 du Code pénal reproduisant les dispositions de l'article 60 de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance (chap. III), s'exprime en ces termes :

« Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à deux mois, et d'une amende de 50 à 800 francs, ou de l'une de ces peines seulement, sans préjudice de peines plus graves que le fait peut en outre comporter, les père et mère, légitimes, naturels ou adoptifs qui abandonnent leur enfant dans le besoin, encore qu'il n'ait pas été laissé seul : qui refusent de le reprendre ; ou qui, l'ayant confié à un tiers, refusent de payer l'entretien de l'enfant. »

Il résulte des travaux préparatoires de la loi que l'abandon de famille considéré comme « négligence grave » entraîne, pour les parents coupables, déchéance de la puissance paternelle.

ÉTATS-UNIS : L'abandon de famille est puni dans diverses législations des États-Unis. La loi d'état de Massachussets, du 1^{er} avril 1885, prononce une amende de 20 dollars au plus, et un emprisonnement d'une durée de six mois, contre celui qui néglige sans motif, de pourvoir à l'entretien de sa femme et de ses enfants mineurs. Les amendes infligées sont attribuées au profit de la ville ou de la personne qui pourvoit à l'entretien de la femme ou de l'enfant, à l'époque des poursuites (1). Dans l'état de New-York, de nombreuses lois protègent les enfants légitimes, naturels, et la femme, contre l'abandon du père ou du mari (loi des 3 mars et 6 mai 1903; 29 avril 1904 et 8 avril 1905). Des dispositions analogues existent en Californie (loi du 3 mars 1907), dans l'état de Pensylvanie (loi du 13 mars 1903), dans le district de Colombie (loi du 13 mars 1906).

JAPON : Le Code pénal de 1907 punit de la réclusion de trois mois à cinq ans « quiconque délaisse une personne vieille, jeune, estropiée ou souffrante, ou ne lui prête pas les soins dont une telle personne a besoin pour son entretien (2). »

NORVÈGE : Le Code pénal de 1902, mis en vigueur le 1^{er} janvier 1905, punit l'abandon de famille d'une façon large et générale; son article 249 est ainsi conçu:

« Quiconque expose à la misère un membre de sa famille en se soustrayant de mauvaise foi aux devoirs d'entretien qui lui incombent; quiconque, par aban-

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1886, p. 622.

2. Van Swideren, t. IV.

don, mauvais traitements ou autres manquements de ce genre, méconnaît souvent ou grossièrement ses devoirs envers son conjoint, ses enfants, les autres membres de sa famille placés sous sa surveillance, lorsque ces personnes, en raison de leur âge ou de leurs infirmités, ne peuvent pourvoir à leurs besoins, sera puni de deux ans de réclusion au plus. »

Si ces manquements ont occasionné un préjudice grave dans le corps ou la santé des personnes lésées, la peine pourra être de six ans de réclusion. Est puni de même, quiconque aura participé au crime, en engageant ou en excitant à le commettre. En outre, la loi du 31 mai 1900 sur le vagabondage permet d'atteindre celui qui, par suite de son oisiveté ou de sa répugnance au travail, ne peut subvenir aux besoins de sa famille; la peine dans ce cas, est encore la réclusion.

PAYS-BAS : Le Code pénal des Pays-Bas fournit un exemple de répression aussi énergique. L'article 255 punit d'un emprisonnement de deux ans au plus et d'une amende qui ne peut excéder 300 florins « Celui qui, avec intention, met ou délaisse en état de détresse une personne qu'il doit entretenir, nourrir, soigner. »

SUISSE : Un grand nombre de législations cantonales répriment les faits d'abandon de famille. Parmi toutes ces législations, celle du canton de Neuchâtel est une des plus complètes qui existent et compte parmi celles qui répriment le mieux l'abandon de famille. Celui-ci est prévu, d'une façon très générale

par l'article 207 du Code pénal du 12 février 1891 : « Celui qui, pouvant, par son travail ou de toute autre manière, subvenir aux besoins de ses parents en ligne directe, ascendante ou descendante, ou de son conjoint, les laisse dans le dénuement; ou qui abandonne sa famille et la laisse sans secours, sera puni d'un emprisonnement, qui n'excèdera pas six mois, et ne pourra être moindre d'un mois, et de l'internement d'un an au moins et de trois ans au plus dans une maison de travail ou de correction. Il pourra être en outre privé de ses droits civiques jusqu'à dix ans. »

Un texte plus complet encore est l'article 464 de l'avant-projet du code fédéral suisse de 1908, qui sanctionne, non seulement les manquements au devoir d'entretien de la famille, mais encore le non-paiement des pensions alimentaires dues aux enfants naturels. Ce texte est le suivant :

« Celui qui, par fainéantise ou inconduite, contreviendra au devoir d'entretien de sa famille ou n'acquittera pas les prestations pécuniaires auxquelles il a été condamné en justice, comme père d'un enfant naturel, sera puni des arrêts : trois jours à trois mois. Au lieu de prononcer une peine, le jury pourra ordonner le renvoi du contrevenant dans une maison de travail ou dans un asile pour buveurs. »

NOUVELLE-ZÉLANDE : L'article 62 de la loi du 21 novembre 1910 : « pour la protection des personnes incapables de gagner leur vie, des enfants naturels, des femmes abandonnées, et de leurs en-

fants » s'occupe uniquement du non-paiement des pensions alimentaires. Elle mentionne tout d'abord entre quelles personnes existe l'obligation alimentaire et indique les cas dans lesquels il y a lieu d'allouer une pension; puis elle frappe d'une amende de 50 livres et d'un emprisonnement de six mois, le défaut de paiement de cette pension sans motif valable.

Ces mêmes règles s'appliquent en Australie, dans l'état de Queensland.

*
* *

Indiquons enfin que certaines législations ne répriment l'abandon de famille que lorsqu'il est de nature à mettre en danger la vie de celui qui en est victime (souvent l'existence de lésions graves peut constituer une circonstance aggravante). Il en est ainsi dans divers états de l'Amérique du Sud : Pérou (Code pénal article 162 et 164), Chili (Code pénal article 346), Paraguay, Salvador et Nicaragua.

Les textes en question rappellent les dispositions du Code pénal français sanctionnant le délaissement.

Ces quelques exemples suffisent à montrer la diversité des dispositions législatives tendant à réprimer l'abandon de famille. Si certains codes ne punissent que l'abandon des ascendants, du conjoint, ou des enfants mineurs; d'autres, comme le Code pénal allemand, le Code pénal norvégien, et surtout le Code fédéral suisse envisagent l'abandon de famille d'une façon générale.

Remarquons toutefois que c'est toujours l'inaccomplissement d'obligations matérielles qui constitue le délit et provoque la répression. S'inspirant de ces textes, le législateur français n'a pas osé faire œuvre originale, ni manifester une plus grande largeur de vues; il s'est borné, comme nous allons le voir, à introduire dans nos lois le principe de la répression tel qu'il l'avait trouvé dans les législations étrangères; se refusant à frapper de peines ceux qui manquent à des devoirs de famille autres que celui de subvenir aux besoins matériels des personnes qui sont à sa charge.

CHAPITRE III

LES ORIGINES DE LA RÉPRESSION EN FRANCE

SECTION I

Les précurseurs

Le législateur de 1924 ne s'est pas seulement inspiré des exemples de répression fournis par l'étranger; il a pu recueillir, en France, des suggestions intéressantes, dans les nombreux articles de presse signalant la fréquence et la gravité des cas d'abandon, dans les travaux des juristes, et dans les vœux de diverses sociétés savantes, qui, longtemps avant la guerre, avaient mis à l'ordre du jour la question de la répression des manquements aux devoirs de famille.

C'est ainsi que dès le 20 février 1902, à l'occasion du débat ouvert par la Société d'études législatives sur les « modifications à apporter aux droits et pouvoirs de la femme mariée, quant aux biens et aux produits du travail et de l'industrie », M. Charmont, Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier, communiquait une note, dans laquelle il constatait la fréquence de l'abandon de famille et les conséquences

fâcheuses de son impunité au point de vue social.

Ayant établi la nécessité d'ériger l'abandon de famille en délit, il n'osait cependant pousser la déduction jusqu'en ses plus extrêmes limites, et proposait de restreindre les poursuites au seul cas où le chef de famille a négligé, sans motif, de pourvoir à l'entretien des personnes à sa charge. Pour lui, la répression devait être, en quelque sorte, un pis-aller : on ne devait y avoir recours qu'après avoir constaté l'inefficacité de tout autre moyen.

La question de l'abandon de famille devait également, quelques années plus tard, faire à la Société des Prisons (Séance du 17 décembre 1913), l'objet d'un rapport de M. A. Tissier (1), Professeur à la Faculté de Droit de Paris. La lecture de ce rapport, intitulé : « l'abandon de famille peut-il constituer un délit », fut suivie d'une discussion générale des plus intéressantes, et qui marque une étape importante dans l'étude de la question.

D'après M. Tissier, « l'abandon de famille, d'une manière générale, c'est le fait, pour celui qui est tenu de subvenir à l'entretien d'une famille, de laisser cette famille dans le dénuement, alors qu'il a les ressources suffisantes pour la faire vivre, ou que, s'il ne les a pas, il est coupable de ne pas les avoir ». Cette définition suppose deux catégories d'hypothèses. Dans la première, on peut ranger, par exemple, ceux qui abandonnent le domicile conjugal en laissant les

1. *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, 1914, p. 53 et suiv.

enfants à la charge de la mère, ceux qui dissipent au dehors le salaire qu'ils gagnent au lieu de l'apporter à la maison, ceux encore qui, après divorce ou séparation de corps, parviennent à se soustraire, par des moyens frauduleux, au paiement de la pension qu'ils ont été condamnés à verser. Dans la deuxième, il faut comprendre ceux qui, négligeant de se créer des ressources par leur travail, s'abandonnent à la paresse, à la débauche ou à l'ivrognerie.

En général, dans toutes ces hypothèses, les personnes abandonnées se trouvent dans le dénuement. D'après M. Tissier, l'existence du dénuement devra être considérée comme une condition essentielle du délit. D'autre part, la protection de la loi ne devra être accordée qu'aux enfants.

Cette conception du délit d'abandon de famille, volontairement « restreinte », apparaît directement inspirée des législations étrangères. Avant de triompher à la Chambre des députés, elle recueillit à la Société des Prisons, la majorité des suffrages. Brilamment défendue, après la lecture du rapport, par MM. Feuilletoy, Le Poittevin, Henri Rollet, etc..., elle fut cependant attaquée par deux orateurs. Le premier, M. Hennequin fit remarquer qu'il lui paraissait singulier de considérer comme la caractéristique essentielle du délit, l'état de dénuement dans lequel se trouve la victime; car l'abandon de famille violait aussi, en dehors des obligations pécuniaires, d'autres obligations, et causait souvent un préjudice moral, plus grave encore que le préjudice matériel. Il ajouta

que, s'il était frappé de voir que les législations étrangères s'attachaient toujours aux obligations d'ordre matériel, il pensait néanmoins que la question de savoir si la définition du délit ne devrait pas être plus étendue, méritait examen.

M. Grimanelli, d'autre part, après un exposé détaillé conclut qu'il y avait, à son avis, deux catégories de faits très nets, pour lesquelles il était déjà possible d'édicter des pénalités :

1^o L'abandon brutal, par la fuite, du domicile de famille, acte positif constituant, à la fois, abandon matériel et abandon moral;

2^o Les manquements à des obligations déjà sanctionnées par la juridiction civile.

Pour les nombreux autres cas d'abandon, M. Grimanelli, loin de repousser *à priori* toute répression, se réservait, en raison des difficultés que ne pouvaient manquer de présenter des matières si délicates, d'examiner de près, avant de se faire une opinion, les textes qui lui seraient proposés.

Tout en partageant les idées émises par M. Tissier, M. Garçon n'en fit pas moins observer, à une séance suivante (11 février), que la notion d'abandon de famille gagnerait à être étendue, et qu'il y aurait lieu « de donner une sanction pénale à l'obligation sociale prévue par le Code Civil d'éducation et d'assistance, qui s'ajoute à celle de subsistance ». « Le devoir de fidélité, fit-il observer à cette occasion, est sanctionné par les peines de l'adultère, les autres doivent être sanctionnés également. »

A la suite de cette longue et importante discussion, la première section de la Société des Prisons adopta les cinq vœux suivants, présentés par M. Garçon, le 11 février 1914.

1^o L'époux qui, sans motif légitime, aura abandonné son conjoint, sera puni d'une peine de trois mois à un an de prison et d'une amende de cinquante à cinq mille francs et pourra, en outre, être privé de tout ou partie des droits mentionnés par l'article 42 du Code Pénal, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. L'action publique ne pourra être exercée par le ministère public que sur la plainte de l'époux abandonné;

2^o Seront punis des mêmes peines, les père et mère qui auront abandonné leurs enfants légitimes, ou naturels légalement reconnus, mineurs de dix-huit ans;

3^o La contrainte par corps pourra être exercée pour assurer l'exécution des obligations alimentaires;

4^o Lorsque les enfants abandonnés seront restés avec l'un des époux, l'action publique ne pourra être exercée que sur la plainte de cet époux;

5^o Il pourra être fait application de l'article 463 du Code Pénal sur les circonstances atténuantes.

Les trois vœux suivants inspirés par M. Tissier étaient proposés à titre subsidiaire.

1^o Les père et mère qui, volontairement, alors qu'ils ont des moyens suffisants, ou pourraient s'en procurer par leur travail, laissent sans ressources leurs enfants mineurs, légitimes ou naturels légalement

reconnus, hors d'état de subvenir à leurs besoins; soit en les abandonnant; soit en négligeant de pourvoir à leur subsistance; soit en refusant de payer la pension alimentaire à laquelle ils ont été condamnés; seront punis de peines de trois mois à un an de prison et d'une amende de cinquante à cinq mille francs.

2^o Sera puni des mêmes peines, quiconque s'abstiendra volontairement et sans motif légitime de pourvoir à l'entretien de ses enfants légitimes ou naturels légalement reconnus, et les laissera dans le dénuement.

3^o Les mêmes peines seront applicables à celui qui refusera d'exécuter les décisions le condamnant à verser une pension alimentaire pour l'entretien de ses enfants.

Dans le courant de la même année, M. Clément Charpentier, qui avait pris une part active aux délibérations de la Société des prisons, présentant au Comité de Défense des Enfants traduits en justice de Paris, une étude sur la responsabilité pénale des parents moralement coupables des infractions commises par leurs enfants mineurs, proposait d'instituer une sanction pénale pour les cas où il s'agirait d'enfants abandonnés. Sur sa proposition, le Comité fit sien et adopta les vœux émis par la Société des Prisons en ajoutant le suivant :

« Il y a lieu de considérer comme pénalement punissables les père et mère des mineurs inculpés de crimes ou de délits, lorsqu'il sera judiciairement établi, d'après les résultats de l'information, que ces crimes

et délits sont la conséquence de l'inaccomplissement de la part des parents, de leur devoir d'éducation. »

De son côté, l'Union Fraternelle des femmes fit, en 1923, une campagne en faveur de la pénalisation de l'abandon de famille.

Le projet de loi qu'elle élaborait ne concernait que le cas de l'époux débiteur d'aliments au profit de son conjoint ou au profit des enfants nés du mariage, qui demeurerait plus de trois mois sans acquitter les termes de sa pension. (On voit apparaître, ici encore, la conception restreinte du délit qui sera consacrée par la loi de 1924). Ce projet de loi contenait d'autre part une innovation qu'il importe de signaler ; Le caractère familial de l'infraction avait paru nécessiter la création d'une procédure hybride, plus civile que pénale, la mise en mouvement de l'Action Publique devant être subordonnée à une condition préalable d'un caractère tout à fait spécial. Le texte proposé était le suivant :

« Article Premier. — Les articles 203, 212, 214 et 301 du Code Civil et l'article 7 de la loi du 13 juillet 1907 sont complétés ainsi qu'il suit : Lorsqu'un des époux, débiteur d'aliments au profit de son conjoint ou des enfants nés du mariage, est demeuré plus de trois mois sans acquitter les termes de sa pension, il pourra être cité devant le magistrat compétent aux fins de constat. »

« Le magistrat recueillera les explications de l'un et l'autre époux dans un procès-verbal qu'il transmettra au Procureur de la République. »

« Article 2. — Si le débiteur de la pension s'est volontairement soustrait au paiement et a rendu vaines les mesures d'exécution dirigées contre lui, il sera prévenu du délit d'abandon de famille et poursuivi correctionnellement. »

« Le coupable sera puni, soit d'une amende de cent à deux mille francs, soit d'un emprisonnement d'une durée de trois mois à un an. »

« En cas de récidive, l'emprisonnement sera obligatoire. Le prévenu pourra, en outre, être déchu de la puissance paternelle. »

« Le mari poursuivi pourra être privé de l'autorité maritale et de ses droits civiques. »

« Article 3. — En cas de prédécès de l'un des époux, le survivant, qui se sera rendu coupable d'abandon de famille, sera cité devant le Juge de paix ayant présidé le conseil de famille des mineurs, soit par le subrogé-tuteur ou l'un des membres du conseil, soit par une autorité communale ou judiciaire, soit par le représentant qualifié d'une Société légalement reconnue pour s'occuper des enfants orphelins ou abandonnés. Les dispositions de l'article 2 lui seront applicables. »

« Article 4. — Il pourra être fait application des circonstances atténuantes. »

Enfin, en décembre 1922, le Conseil supérieur de la Protection de l'Enfance, s'inspirant des travaux de M. Clément Charpentier et du Comité de Défense des Enfants traduits en justice de Paris, adopta, après

discussion, le texte suivant, qui forma l'article 28 du projet de Code de l'Enfance.

« Lorsqu'il sera démontré que le délit ou le crime commis par le mineur est la conséquence directe de l'inobservation des devoirs essentiels de nourriture et d'éducation, incombant aux parents, tuteur ou gardien, ceux-ci pourront être condamnés à une amende de seize à mille francs. »

Tels sont, brièvement résumés et réduits à leurs lignes principales, les précédents dont put s'inspirer le législateur français, lorsqu'il entreprit d'ériger en délit l'abandon de famille.

SECTION II

Les travaux préparatoires de la loi du 7 février 1924 (1).

M. Louis Marin, Vice-Président de la Chambre des Députés, s'inspirant des vœux émis par les différents groupements, saisit enfin la Chambre d'une proposition de loi tendant à réprimer le délit d'abandon de famille. Cette proposition, déposée à la séance du 20 février 1923, fut renvoyée aussitôt à la Commission de législation qui l'examina.

1. Travaux préparatoires : Ch. des députés. Proposition de M. L. Marin, 20 février 1923 (Doc. ann. 5619). Rapport de M. Guibal, 3 juillet 1923, 2^e s. (Doc. ann. 6304). Adoption sans discussion le 9 juillet 1923, 2^e s. (*J. off.* du 10. Déb. parl., p. 3283). Sénat : Transmission le 10 juillet 1923 (Doc. ann. 673). Rapport de M. Gourju, 17 janvier 1924 (Doc. ann. 36). Discussion et adoption le 1^{er} février 1924 (*J. off.*, du 2 ; Déb. parl., p. 74).

Entre temps, le cinquième Congrès de la Natalité, réuni à Marseille en septembre 1923, s'était ému de la multiplication des abandons de famille et des conséquences fâcheuses qui en résultaient au point de vue de la natalité.

A la suite d'un rapport très documenté de M. Lacoïn, il avait émis les vœux :

1^o Que l'époux qui, sans motif légitime, aura abandonné son conjoint, soit puni d'une peine de trois mois à un an et d'une amende de cinquante à cinq mille francs, et puisse, en outre, être privé de tout ou partie des droits mentionnés par l'article 42 du Code Pénal, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus; l'action publique ne pouvant toutefois être exercée par le Ministère Public que sur la plainte de l'époux abandonné; et que soient punis des mêmes peines, le père ou la mère qui aura abandonné ses enfants légitimes ou naturels, légalement reconnus, mineurs de dix-huit ans; l'action publique ne pouvant, toutefois, être exercée que sur la plainte de l'époux abandonné, lorsque les enfants sont demeurés avec lui;

2^o Que le père ou la mère qui, volontairement, alors qu'il a des moyens suffisants ou qu'il pourrait s'en procurer par son travail, laisse sans ressources ses enfants mineurs hors d'état de subvenir à leurs besoins, soit en négligeant de pourvoir à leur subsistance, soit en refusant de payer la pension alimentaire à laquelle il a été condamné, soit puni d'une peine de deux mois à six mois de prison et d'une amende de cinquante à trois mille francs;

3^o Que la contrainte par corps puisse être exercée pour assurer l'exécution de l'obligation alimentaire.

4^o Qu'il puisse être fait application de l'article 463 du Code Pénal pour les circonstances atténuantes, dans les divers cas prévus par les vœux précédents.

Ces vœux présentaient l'avantage de prévoir la répression de nombreux actes que la plupart des juristes n'avaient pas encore songé à incriminer, bien qu'ils rentrent indiscutablement dans la notion d'abandon de famille, telle que nous l'avons définie, et présentent tous les caractères de véritables délits (fait dommageable, intention coupable, trouble porté à l'ordre public).

Les idées émises par le V^e congrès de la natalité ne trouvèrent cependant aucun écho à la Chambre. M. Marin estimait, en effet, que ces propositions venaient avant leur heure et que, si elles avaient l'avantage d'envisager hardiment le problème de la répression dans toute son étendue, elles présentaient l'inconvénient de susciter des discussions susceptibles de retarder indéfiniment le vote de la loi. Pour lui, le meilleur moyen de faire aboutir une réforme jugée indispensable, était d'introduire tout d'abord dans nos lois la répression « à l'état embryonnaire », en ne considérant comme délictueux qu'un tout petit nombre de faits : les plus simples et les plus faciles à caractériser. Tenter de faire passer d'un seul coup, dans notre législation pénale la notion d'abandon de famille, c'était, à l'en croire, courir à un échec certain; aussi trouvait-il plus opportun de ne demander

pour cette fois, au législateur, que d'admettre le principe de la pénalisation « dans le but pratique de faire entrer, même sous une forme d'abord étroite et insuffisante, l'abandon de famille dans la législation pénale ». On verrait, par la suite, à compléter et à parfaire l'œuvre ainsi commencée.

La proposition de loi de M. Marin tendait donc à créer à l'intérieur de la notion d'abandon de famille, une autre notion plus étroite, celle de l'abandon de famille délictueux :

Parmi tous les devoirs de famille, un seul sera sanctionné par la loi pénale : l'obligation de payer une pension alimentaire fixée par décision de justice. L'existence de la dette n'étant pas discutable, puisque celle-ci doit résulter d'un jugement, la juridiction de répression ne sera jamais embarrassée pour reconnaître la matérialité du délit. On est sûr ainsi, qu'en pratique, la loi atteindra le but qu'elle s'est fixé : les difficultés, tenant à la nature spéciale du délit, ne risqueront pas d'entraver la marche de l'action publique, ni les décisions arbitraires d'énervier la répression.

Tels sont les arguments que M. Marin faisait valoir en faveur de sa proposition : Celle-ci apparaît directement inspirée du rapport de M. Tissier à la Société des Prisons, puisque la répression de l'abandon de famille n'est prévue que dans le cas où l'abandon consiste dans l'inexécution d'obligations matérielles et a pour conséquence de plonger la victime dans le dénuement. On remarque cependant deux différences

très importantes. La proposition de M. Marin ajoute une condition supplémentaire : elle ne prévoit la pénalisation qu'au cas d'inexécution d'obligations sanctionnées, non seulement par le Code, mais encore par un jugement préalable.

Si elle restreint la définition de l'abandon, elle étend par contre, très largement, la notion de famille, accordant la protection de la loi pénale, non seulement aux enfants, mais au conjoint, aux ascendants, à la mère naturelle et même aux alliés.

Remarquons enfin qu'il n'est plus question, de la contrainte par corps. Cette mesure, préconisée par certains juristes, n'eut pas manqué de soulever de nombreuses critiques : la tendance en législation étant de réduire le plus possible la contrainte et non de la rétablir, même partiellement.

Ainsi justifié par un exposé des motifs très complet, le texte proposé par M. Marin était le suivant :

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER. — Sera tenue pour coupable d'abandon de famille et sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an, ou d'une amende de 100 à 2.000 francs toute personne qui, ayant été condamnée, soit en vertu de la loi du 13 juillet 1907, soit en vertu d'une ordonnance du Président du Tribunal ou d'un jugement, à fournir une pension alimentaire à son conjoint, à ses enfants mineurs ou à ses ascendants, sera volontairement demeurée plus

de trois mois sans acquitter les termes de la dite pension.

En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement sera toujours prononcée.

Les père et mère condamnés pour abandon de famille pourront être privés de la puissance paternelle et de leurs droits civiques.

Il pourra être fait application de l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes.

ARTICLE 2. — Lorsqu'une personne débitrice d'aliments dans les conditions prévues à l'article premier, au profit de son conjoint, de ses enfants mineurs ou de ses ascendants, est demeurés plus de trois mois sans acquitter les termes de sa pension, elle devra être préalablement appelée devant le Juge de paix aux fins de constat, et ce, au moyen d'une lettre recommandée du greffier, avec accusé de réception.

Le Magistrat recueille les explications des parties et dresse du tout procès-verbal qu'il transmet au Procureur de la République.

Au cas de décès de l'un des époux et de manquement par l'autre époux à ses obligations alimentaires, vis-à-vis de ses enfants mineurs, la convocation devant le Juge de paix pourra être requise, soit par le subrogé-tuteur ou un membre du conseil de famille des mineurs, soit par le maire, le Procureur de la République, le représentant qualifié d'une société d'assistance ou de patronnage légalement reconnue.

ARTICLE 3. — L'article 222 du Code civil est complété comme suit :

« Il en est de même si le mari a été condamné pour abandon de famille. »

Ce texte, renvoyé comme nous l'avons dit, à la Commission de législation, fut approuvé par celle-ci. Elle y apporta cependant une légère modification, au sujet de laquelle M. Guibal s'exprime ainsi, dans son rapport : « ... nous affirmons à nouveau ce caractère familial (du délit) par de légères suppressions au texte proposé du paragraphe 3 de l'article 2, en ne donnant ni « au maire », ni « au représentant qualifié d'une Société d'assistance ou de patronage légalement reconnue », le droit de requérir l'ouverture de la procédure dans les cas prévus par la loi. »

Le texte ainsi retouché ayant été voté sans discussion par la Chambre, puis transmis d'urgence au Sénat, fut également adopté par cette Assemblée, après un rapport favorable de M. Gourju, le 1^{er} février 1924 (1). C'est ce texte définitif qui est devenu la loi du 7 février 1924.

1. S'il n'y a, pour ainsi dire, pas eu de débat devant le Sénat, un point important a cependant été précisé : le rapporteur, répondant à une question posée par M. Mauger, a déclaré que le débiteur de bonne foi, se trouvant dans l'impossibilité de payer par suite de force majeure, ne tombait pas sous le coup de la loi. M. le Gardé des Sceaux a confirmé cette interprétation.

CHAPITRE IV

LES TEXTES

(Loi du 7 février 1924 modifiée par la loi du 3 avril 1928).

Le texte de la loi du 7 février 1924 « réprimant le délit d'abandon de famille » est le suivant (1) :

ARTICLE PREMIER. — Sera tenue pour coupable d'abandon de famille et sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an ou d'une amende de cent à deux mille francs, toute personne qui, ayant été condamnée, soit en vertu de la loi du 13 juillet 1907, soit en vertu d'une ordonnance du Président du Tribunal ou d'un jugement, à fournir une pension alimentaire à son conjoint, à ses enfants mineurs ou à ses ascendants, sera volontairement demeurée plus de trois mois sans acquitter les termes de ladite pension. En cas de récidive, la peine d'emprisonnement sera toujours prononcée. Les père et mère condamnés pour abandon de famille pourront être privés de la puissance paternelle et de leurs droits civiques. Il pourra être fait application de l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes.

ARTICLE 2. — Lorsqu'une personne, débitrice d'aliments dans les conditions prévues par l'article 1^{er}, au profit de son conjoint, de ses enfants mineurs ou de ses ascendants, est

1. *J. off.*, 10 février 1927.

demeurée plus de trois mois sans acquitter les termes de la pension, elle devra être préalablement appelée devant le Juge de Paix, aux fins de constat, et ce, au moyen d'une lettre recommandée du greffier avec accusé de réception. Le magistrat recueille les explications des parties et dresse du tout procès-verbal qu'il transmet au Procureur de la République. Au cas de décès de l'un des époux et de manquement par l'autre époux de ses obligations alimentaires vis-à-vis de ses enfants mineurs, la convocation devant le Juge de Paix pourra être requise, soit par le subrogé-tuteur ou un membre du conseil de famille des mineurs, soit par le Procureur de la République.

ARTICLE 3. — L'article 222 du Code civil est complété comme suit : Il en est de même si le mari a été condamné pour abandon de famille.

En général, bien accueillie par l'opinion, la loi du 7 février 1924 ne tarda pas à recevoir de nombreuses applications et permit de mettre un terme à la multiplication des abandons scandaleux.

L'expérience révéla cependant que le texte de la loi présentait plusieurs lacunes et soulevait certaines difficultés d'interprétation; ce qui détermina M. Marin à soumettre à la Chambre des Députés une nouvelle proposition de loi « tendant à compléter et à étendre certaines dispositions de la loi du 7 février 1924. »

Cette proposition, déposée à la séance du 7 avril 1925 fut renvoyée aussitôt à la Commission de législation civile et criminelle (1).

1. Travaux préparatoires. Ch. des députés : Prop. de loi M. L. Marin, 7 avril 1925, 2^e s. (Doc. ann. 1540), Rapport M. Cautru,

Elle n'apportait aucune modification profonde au texte précédemment promulgué, mais seulement les corrections suivantes :

1^o Dans l'article 1^{er} « Sera tenue pour coupable... toute personne qui, ayant été condamnée, soit en vertu de la loi du 13 juillet 1907, soit etc. »; le mot « condamné » devait être supprimé comme impropre : un Tribunal(1) ayant cru devoir relaxer un mari coupable d'abandon de famille, pour cette seule raison que le juge de paix ne prononce pas, à proprement parler, une condamnation, lorsqu'il fait application de la loi du 13 juillet 1907 : il « accorde » seulement à la femme l'autorisation de saisir-arrêter une portion des salaires de son mari.

2^o Dans le même article et dans l'article 2, une autre suppression plus importante était prévue : celle du mot mineur : le texte nouveau permettant ainsi de poursuivre le délit d'abandon, quel que soit l'âge des « descendants » abandonnés.

3^o La loi de 1924 accordant au débiteur une sorte de délai de grâce de trois mois, M. Marin proposait « afin d'éviter qu'un débiteur de mauvaise foi puisse impunément modifier la date des échéances » que toute interruption, d'une durée totale de trois mois,

24 mars 1927, 2^e s. (Doc. ann. 4024).¹ Adoption sans discussion le 12 mai 1927, 2^e s. (*J. off.* du 13. Déb. parl. 1405). Sénat : Transmission, 24 mai 1927 (Doc. ann. 262) ; Rapport M. Lugol, 12 mars 1928 (Doc. ann. 340). Adoption sans discussion le 17 mars 1928 (*J. off.* du 18. Déb. parl., p. 902).

1. Valenciennes, 3 déc. 1924. *Gaz. Pal.*, 22-23 fév. 1925.

soit considérée comme délictueuse, qu'elle soit consécutive ou non.

4^o Pour dissiper toute hésitation, il était également spécifié dans le nouveau texte, que les débiteurs pourraient être poursuivis « même pour les arrérages échus antérieurement à la promulgation de la loi du 7 février 1924. »

5^o La déchéance des droits civiques ne pouvait primitivement être prononcée que contre les parents : le nouveau texte prévoyait l'application de cette pénalité à tous les condamnés.

6^o La répression, autrefois limitée au cas de refus volontaire de payer la pension, devait être étendue à celui d'impossibilité matérielle d'en acquitter les arrérages, toutes les fois que l'insolvabilité du débiteur « résultera de son inconduite habituelle, de sa paresse ou de son ivrognerie. »

7^o La procédure restait celle instituée par la loi du 7 février 1924, l'utilité et le but de l'intervention du juge de paix étant seulement précisés, et aussi les règles de compétence applicables en cette matière.

8^o Enfin, l'article 3 nouveau prévoyait que « les actes et procès-verbaux dressés pour l'application de la présente loi » seraient « visés pour timbre et enregistrés en debet. »

Telles étaient dans leurs grandes lignes, les dispositions essentielles de la proposition déposée par M. Marin.

La commission de législation fit, à cette proposi-

tion, des retouches si nombreuses et si importantes, qu'elle en changea totalement la portée.

Seules furent maintenues les deux rectifications de texte préconisées par M. Marin (suppression des mots « condamnation » et « mineur ») et aussi l'extension de la déchéance des droits civiques aux époux et aux enfants coupables.

« A l'occasion de l'article 1^{er}, indique le rapporteur, M. Louis Marin proposait diverses autres dispositions qui ont paru à la Commission d'une rigueur excessive et qu'elle n'a pas accueillie. »

Par contre, la commission crut devoir apporter à la loi de 1924 une modification fort importante étant d'avis de supprimer la « procédure exceptionnelle » organisée par cette loi et qui compliquait inutilement les poursuites.

Le législateur de 1924, encore obsédé par le caractère familial du délit qu'il allait réprimer avait, on s'en souvient, subordonné l'exercice de l'Action publique à la condition préalable d'une procédure de conciliation.

« Sans méconnaître, écrit M. Cautru dans son rapport, la valeur des considérations morales qui ont inspiré le législateur de 1924, lorsqu'il a confié au juge familial le soin de s'interposer en notre matière, entre le créancier et le débiteur de la pension, la commission estime que l'intervention du juge de paix créée dans la pratique des complications excessives et expose à des lenteurs regrettables, de nature à paralyser, en certains cas, l'action publique. Le

délit d'abandon de famille lui paraît être un délit comme un autre, devant être déféré au Parquet, instruit et jugé suivant les méthodes ordinaires. »

Adopté sans discussion par la Chambre, renvoyé au Sénat et adopté également par cette Assemblée, le texte proposé par la Commission de législation est devenu la loi du 3 avril 1928. Cette loi est ainsi conçue (1) :

ARTICLE PREMIER. — « L'article 1^{er} de la loi du 7 févr. 1924 est modifié ainsi qu'il suit :

« Sera tenue pour coupable d'abandon de famille et sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an ou d'une amende de 100 à 2.000 francs, toute personne qui, au mépris d'une décision rendue contre elle, en vertu de l'art. 7 de la loi du 13 juill. 1907, ou en méconnaissance d'une ordonnance ou d'un jugement l'ayant condamnée à fournir une pension alimentaire à son conjoint, à ses descendants ou à ses ascendants, sera volontairement demeurée plus de trois mois sans fournir les subsides déterminés par le juge, ou acquitter les termes de la pension.

En cas de récidive, la peine d'emprisonnement sera toujours prononcée.

Toute personne condamnée pour abandon de famille pourra être privée de ses droits civiques.

Les père et mère pourront, en outre, être déchus de la puissance paternelle.

Il pourra être fait application de l'art. 463 du Code pénal.

ARTICLE 2. — L'article 2 de la loi du 7 févr. 1924 est modifié ainsi qu'il suit :

1. *J. off.* du 4 avril.

« Le Tribunal compétent pour connaître du délit sera celui de la circonscription duquel la pension devait être payée ou les subsides fournis.

Le titre de pension et tous actes de poursuite ou d'exécution auquel il aurait été procédé devront être déposés entre les mains du Procureur de la République en même temps que la plainte. »

En ayant ainsi terminé avec la genèse de la répression de l'abandon de famille en France, il ne nous reste plus qu'à étudier la portée pratique des textes, définissant et poursuivant cette nouvelle infraction.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE DU DÉLIT D'ABANDON DE FAMILLE

(Loi du 7 février 1924 modifiée par la loi du 3 avril 1928)

CHAPITRE PREMIER

ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU DÉLIT D'ABANDON DE FAMILLE

Les éléments constitutifs du délit sont au nombre de quatre :

1^{er} Élément : Une dette ayant un caractère alimentaire, mise à la charge d'une des personnes énumérées dans l'article 1^{er} de la loi. (Qualité du débiteur).

2^e Élément : Que cette dette soit née d'une décision de justice.

3^e Élément : Défaut de paiement des termes échus pendant trois mois.

4^e Élément : Intention coupable.

Chacun des éléments sera étudié dans une section distincte.

SECTION I

Premier élément constitutif.

Qualité du débiteur.

Le délit d'abandon de famille réprime la violation d'une obligation ayant le caractère « d'obligation alimentaire. »

Rappelons brièvement les principes qui gouvernent cette sorte d'obligation. Le code s'en est occupé accidentellement, à propos du mariage (art. 205-211), mais il est certain qu'elle est une des conséquences de la parenté, et comme telle, existe :

- 1^o Entre époux;
- 2^o Entre parents en ligne directe;
- 3^o Entre certains alliés.

On retrouve, dans chacune de ces catégories, les débiteurs d'aliments visés par la loi sur l'abandon de famille.

Mais, il n'est pas besoin, par contre, d'envisager l'obligation alimentaire instituée par l'article 955 du Code civil (1), à la charge du donataire et au profit du donateur, sans réciprocité : une semblable obligation, naissant toujours d'un contrat, ne rentre pas dans les cadres de la loi du 3 avril 1928 qui protège

1. De même le droit aux aliments accordé à la veuve dans les cas prévus par les articles 1465 et 1570, n'est pas garanti par la loi sur l'abandon de famille : il s'agit, en effet, dans ces deux cas, d'une véritable « faveur », et non d'une obligation existant entre parents et résultant de l'état de nécessité où se trouve l'un d'eux.

seulement le paiement des dettes alimentaires résultant d'une décision de justice (Voy. 2^e élément constitutif).

L'article 955 prévoit d'ailleurs, pour le cas d'inexécution de cette obligation, une sanction spéciale qui est la révocation de la donation.

§ 1. — OBLIGATION ALIMENTAIRE ENTRE ÉPOUX

Aux termes de l'article 212 du Code civil, l'époux doit à son conjoint « secours et assistance », c'est dire qu'il est tenu de lui fournir les aliments qui lui sont nécessaires.

Tant que le mariage subsiste, l'obligation est indiscutable. Mais persiste-t-elle lorsque le divorce est prononcé?

Le mariage étant dissout, les parties n'ont plus la qualité d'époux. Pourront-elles alors se rendre coupables du délit d'abandon de famille?

Il ne peut y avoir de doute, au cas où la pension alimentaire est accordée à l'ancien conjoint, « tant en son nom personnel, que pour contribution à l'entretien des enfants dont il a la garde », car, pour partie au moins, le pension étant due par le conjoint à ses descendants, les sanctions de la loi de 1928 frappent celui-ci, en raison de sa qualité *d'ascendant*. Ce cas doit donc être rapproché de ceux étudiés par la suite, dans le paragraphe 2.

Si la pension alimentaire a été allouée à l'époux innocent, en vertu des dispositions de l'article 301

du Code civil, la question est plus embarrassante.

Il ne s'agit plus ici, en effet, comme l'ont remarqué depuis longtemps les auteurs et la jurisprudence (1), d'une pension ayant un caractère strictement « alimentaire », mais, à certains égards, d'une véritable réparation.

Sous l'empire de la loi de 1924, qui offrait sur ce point une rédaction aussi peu explicite que celle de la loi du 3 avril 1928, la Cour de Cassation avait jugé, malgré les décisions contraires de nombreuses Cours d'Appel (2), qu'il importe peu que l'époux, au bénéfice duquel le divorce a été prononcé, ait perdu la qualité de conjoint, dès lors que c'est en cette qualité qu'il a obtenu une pension alimentaire (3).

Les travaux préparatoires de la loi de 1928, et notamment, ceux du Sénat, postérieurs à ces décisions, sont muets sur cette jurisprudence qui semble d'ailleurs conforme aux intentions du législateur : celui-ci apparaissant préoccupé avant tout « de compléter et d'étendre les dispositions de la loi du 7 février 1924 ».

1. Cour de Montpellier, 19 mars 1901. D. 1902.2.25 et la note de M. Valéry. Cass., 15 déc. 1909. D. 1911.1.25 et note de M. de Loynes, etc.

2. Paris, 10 mars 1926. D. P. 1926.2.97 ; 2 déc. 1926. D. H. 1927, p. 40 ; Douai, 27 mai 1927. D. P. 1928.2.32.

3. Cass., 5 août 1927. *Gaz. Pal.* 28.1.107 ; D. 1928.1.32, note M. N. *Gaz. Trib.*, 26 fév. 28 ; *Lq.*, 14 fév. 28 ; *id.* Cass., 11 fév. 1928. *Gaz. Pal.*, 28.1.499.

§ 2. — DESCENDANTS ET ASCENDANTS

Sont tenus à l'obligation alimentaire, et comme tels pourront tomber sous le coup de la loi du 3 avril 1928 :

1^o *Les ascendants et descendants légitimes*, sans limitation de degré (1).

2^o *Les ascendants et descendants adoptifs*, aux mêmes conditions.

L'article 356 du Code Civil dispose, en effet, que l'adoptant et l'adopté sont tenus, l'un vis-à-vis de l'autre, de l'obligation alimentaire comme s'ils étaient unis par un lien de filiation « légitime ».

Cet article cependant ne mentionne pas l'existence de l'obligation alimentaire entre l'adoptant et les descendants de l'adopté, mais la jurisprudence l'admettait déjà avant le vote de la loi du 19 juin 1923 (2). *A fortiori* doit-il en être de même maintenant, puisque le texte nouveau de l'article 353 dispose formellement que les liens de parenté résultant de l'adoption s'étendent aux enfants de l'adopté.

3^o *Les ascendants et descendants naturels* tombant également sous le coup de la loi du 3 avril 1928 (3) :

1. Cass., 10 févr. 1928. *Gaz. Pal.* 28.1.451 ; *La Loi*, 22 mars 1928 ; Cass. crim., 15 juillet 1925. S. 1926.1.329 et note M. Roux et Alger, 3 nov. 1927. S. 28.2.54.

2. Cass., 13 juillet 1886. D. P. 87.1.119 ; S. 87.1.65.

3. Les travaux préparatoires de la loi de 1928 ne peuvent laisser aucun doute sur la portée de la loi : V. exposé des motifs de M. Marin : « L'article 1^{er} est libellé de telle manière que l'infraction apparaît même si les enfants auxquels les aliments ne sont pas fournis sont des enfants naturels. » Cf. en ce sens : Cass., 7 janv. 1927. S. 28.1.256.

(Il ne peut être question évidemment que du cas où cette filiation naturelle est reconnue légalement).

Les droits de l'enfant naturel reconnu, en ce qui concerne la pension alimentaire, sont les mêmes que ceux de l'enfant légitime, avec cette restriction toutefois, que l'enfant naturel reconnu par son père ou sa mère ne peut demander de pension qu'à celui de ses ascendants qui l'a reconnu. De plus, aucun lien de droit n'existant entre lui et les ascendants de celui de ses parents qui l'a reconnu, il n'est pas tenu de leur fournir des aliments, et réciproquement, ceux-ci n'ont pas d'obligation alimentaire envers lui.

La loi du 3 avril 1928 qui sanctionne le défaut de paiement d'une pension due par les ascendants à leurs descendants ou par les descendants à leurs ascendants, s'appliquera donc aux descendants naturels comme aux descendants légitimes, mais dans leurs rapports avec l'ascendant du premier degré seulement. Là s'arrête la limitation et il est bien certain, par exemple, que l'obligation alimentaire du père ou de la mère s'étend non seulement à leur enfant naturel lui-même, mais encore à sa descendance légitime et réciproquement.

Si l'enfant naturel peut toujours réclamer des aliments au père ou à la mère qui l'a reconnu, et par conséquent, le poursuivre au besoin pour abandon de famille, il est un cas cependant où cette solution ne va pas sans difficulté : Lorsque le père ou la mère ont contracté mariage avec une tierce personne, une telle poursuite est susceptible de porter préjudice aux

enfants légitimes, issus de ce mariage, s'il en est. Le Juge devra concilier, dans la mesure du possible, ces intérêts opposés. C'est une question « de fait » qui lui est posée et qui relève de son pouvoir d'appréciation (1) : nous ne croyons pas, en effet, contrairement à l'opinion émise par certains auteurs (2), que les dispositions de l'article 377 du Code Civil doivent recevoir ici leur application, et qu'on puisse, en s'appuyant sur ce texte, refuser à l'enfant naturel dans le besoin l'octroi d'une pension alimentaire : ce serait alors le traiter plus mal qu'un enfant adultérin.

4^o *Les enfants adultérins et incestueux* sont, en effet, protégés par la loi sur l'abandon de famille. Il s'agit, bien entendu, des enfants dont la filiation adultérine ou incestueuse, est établie légalement (ce qui arrive à la suite d'un désaveu, d'une annulation de mariage, etc...) Le Code reconnaît à ces enfants le droit de réclamer des aliments à leurs parents. Le paiement de cette pension alimentaire sera évidemment garanti par les dispositions de la loi du 3 avril 1928. Mais la répression s'arrête ici. On n'admet pas, en effet, que les père et mère puissent réclamer de pension alimentaire à leurs enfants adultérins : ceux-ci ne pourront donc jamais être poursuivis par leurs parents, pour abandon de famille.

1. Il n'y a pas encore à notre connaissance de jurisprudence sur la question.

2. La question est controversée. Voy. notamment : Dalloz Jur. gén. Paternité et filiation, n° 700, et auteurs cités. Dalloz, C. civ. annoté, art. 377, n° 30 et suivants et dans notre sens : Req., 13 juillet 1886. D. P. 87.1.119.

§ 3. — ALLIÉS

L'obligation alimentaire existe, entre certains alliés, bien que la loi sur l'abandon de famille n'y fasse aucune allusion : L'article 206 du Code Civil énumère : le gendre et la belle-fille d'une part, le beau-père et la belle-mère de l'autre; l'obligation ne s'étend donc pas au delà du premier degré; elle est limitée d'autre part aux seuls parents légitimes et naturels (1).

Si une pension alimentaire peut être accordée à certains alliés, le défaut de paiement des arrérages donne-t-il lieu à application de la loi du 3 avril 1928?

La jurisprudence, fidèle à son système d'interprétation extensive, l'a admis dans le silence des textes, et cette solution est aujourd'hui unanimement admise (2).

SECTION II

Deuxième élément constitutif.

Décision de justice.

Une dette ayant un caractère alimentaire peut prendre naissance de différentes manières; elle est, en effet, soumise aux principes généraux qui régissent la création des obligations.

1. Extension admise par la jurisprudence. Paris, 28 mars 1840. S. 40.2.425

2. Cass., 4 juillet 1925, précité.

Ainsi, la dette alimentaire peut résulter d'un acte unilatéral (legs avec charge) ou d'un contrat (vente moyennant paiement d'une rente viagère, stipulation pour autrui, etc...) L'inexécution de semblables obligations ne relève encore que du droit civil. Bien que le caractère alimentaire de la rente soit nettement établi, bien que celle-ci soit stipulée en faveur d'une des personnes énumérées à la précédente section, le paiement des arrérages n'est pas assuré par des sanctions pénales; c'est en effet que, dans ces hypothèses, le deuxième élément constitutif du délit d'abandon de famille tel qu'il est actuellement défini fait toujours défaut. Il faut, en effet, aux termes de la loi, que la pension alimentaire ait pris sa source dans un jugement, un arrêt ou une ordonnance, autrement dit qu'elle ait été allouée, à l'une des personnes protégées, *par décision de justice*.

Quelles sont les décisions de justice que la loi pénale a entendu protéger? La rédaction de l'article 1^{er} ne l'indique pas nettement (1); elle semble, à première vue, restrictive. En réalité, ainsi que le fait remarquer M. Roux, il faut considérer comme visées par la loi toutes les pensions alimentaires, quel que soit le motif qui les ait fait prononcer. En effet, si la loi a voulu ne sanctionner pénalement que les manquements aux obligations alimentaires, *constatées par des décisions de justice*, elle a certainement voulu atteindre

1. La rédaction de cet article sous l'empire de la loi de 1924 était, nous l'avons vu, encore plus défectueuse et avait donné lieu à de nombreuses critiques.

tous ceux qui, débiteurs d'aliments à la suite d'une décision de justice quelconque, essaient de se soustraire au paiement de leur dette.

Avant d'envisager les hypothèses dans lesquelles peuvent naître des dettes de ce genre, il convient de faire deux remarques générales :

1^o Il importe peu que la pension alimentaire ait été accordée par décision de justice, à titre provisoire ou à titre définitif (la loi n'établit aucune différence entre ces deux cas).

2^o La décision en vertu de laquelle la pension est due, doit avoir acquis l'autorité de la chose jugée, c'est-à-dire ne plus pouvoir faire l'objet d'une voie de recours ordinaire : à moins qu'il ne résulte de la décision même qu'elle est exécutoire par provision, nonobstant opposition ou appel.

Les décisions de justice, rendues en matière d'obligation alimentaire, peuvent être classées en deux catégories :

§ 1. — DÉCISIONS RENDUES SUR UNE DEMANDE PRINCIPALE DE PENSION ALIMENTAIRE OU DE SUBSIDES.

L'ascendant, le descendant qui se trouvent sans ressources, l'époux, séparé de corps ou de fait, qui est dans le besoin, peuvent assigner en paiement d'une pension alimentaire : les uns, leurs parents, l'autre, son conjoint (puisque, le mariage n'étant pas dissous, le devoir d'assistance subsiste).

La demande sera portée, suivant le taux, devant le juge de paix ou devant le Tribunal départemental (1). Si la pension est accordée, le défaut de paiement des arrérages tombera donc sous le coup de la loi de 1928.

Il faut rapprocher de ces décisions, intervenues à a suite des procédures ordinaires, celles rendues en vertu de l'article 7 de la loi du 13 juillet 1907. Cette loi sur le libre salaire de la femme mariée, règle la contribution des époux aux charges du ménage : Si l'un d'eux refuse de participer aux dépenses communes, l'autre peut obtenir du juge de paix l'autorisation de saisir-arêter et de toucher une part des salaires de son conjoint : « en proportion de ses besoins ».

Si l'époux débiteur touche intégralement son salaire, après avoir reçu signification de la sentence du juge de paix (2), l'époux créancier pourra porter plainte contre lui pour abandon de famille.

Sous l'empire de la loi de 1924 et par suite de l'impropriété des termes employés par le législateur, la jurisprudence n'avait pas toujours admis cette solution : le texte visait, en effet, l'époux « *condamné*

1. Le président des référés peut également être saisi d'une demande « principale » de pension alimentaire, et doit statuer si l'urgence est démontrée. Mais, d'après la jurisprudence, « il ne doit décider en cette matière qu'à titre provisoire » et devient incompétent (renvoi au principal) si la demande a un caractère permanent et un effet périodique et illimité dans sa durée, ou si elle entraîne l'examen du principal (V. Toulouse, 21 août 1838. R. 112. De Belleyme, t. 2, p. 214.

2. Cette sentence est de plein droit exécutoire par provision (art. 10 de la loi) ; ainsi, nonobstant opposition ou appel, la non-exécution par le débiteur permettra l'exercice des poursuites pénales.

en vertu de l'article 7 de la loi du 13 juillet 1907... à fournir une pension alimentaire » ce qui avait permis à certains tribunaux de relaxer les individus poursuivis pour abandon de famille, à la suite d'une décision rendue en vertu de la loi de 1907, sous prétexte qu'aucune « condamnation » n'avait été prononcée contre eux (1).

La loi de 1928 a heureusement mis fin à ces contradictions, en substituant au mot « condamnés, » la formule nouvelle : ceux qui « au mépris d'une décision rendue contre eux ».

Il n'y a donc plus aujourd'hui de jurisprudence dissidente, sur ce point.

§ 2. — DÉCISIONS FIXANT UNE PENSION ALIMENTAIRE AU COURS D'UNE PROCÉDURE DE DIVORCE OU DE SÉPARATION DE CORPS (2).

Ces décisions sont de deux sortes :

1. « Attendu, dit dans son jugement du 3 décembre 1924, le tribunal de Valenciennes, que la décision susvisée rendue par le juge de paix du canton nord de Valenciennes, par application de l'article 7 de la loi du 13 juillet 1907, n'a prononcé, et d'ailleurs ne pouvait prononcer contre T... aucune condamnation à verser à sa femme une somme quelconque ; qu'en effet, elle a seulement autorisé la dame T... à saisir-arrêter et à toucher 40 % des salaires de son mari, ce que d'ailleurs elle s'est abstenue de faire ; qu'il faut en conclure que c'est par erreur que l'article 1^{er} de la loi du 7 février 1924 comprend parmi les faits qu'elle prévoit comme délictueux, la personne condamnée à fournir une pension alimentaire en vertu de la loi du 13 juillet 1907, puisque celle-ci ne permet de prononcer aucune condamnation et met seulement aux mains du créancier d'une pareille pension un titre exécutoire lui permettant de pratiquer saisie-arrêt » (*Gazette du Palais*, 23 février 1925).

2. Il a été jugé que la demande en paiement d'une pension

1^o *Ordonnance du président.* Aux termes de l'article 238, § 2 du Code Civil, le Président du Tribunal peut, dans l'ordonnance de conciliation (1), accorder à l'un des époux une pension alimentaire, pour lui et pour les enfants communs, s'il en a la garde. Cette ordonnance est de plein droit exécutoire par provision (art. 238, § 3).

2^o *Jugements ou arrêts provisoires ou interlocutoires.* Lorsque le Tribunal est saisi, les mesures provisoires ordonnées par le magistrat conciliateur, peuvent être modifiées ou complétées en vertu de l'article 238, § 5 C. Civ.

Dans ces cas, soit que le Tribunal ait prescrit l'exécution provisoire (C. Pr. Civ. art. 135, § 7), soit que la décision soit devenue définitive, l'époux condamné au paiement de la pension, s'il ne s'exécute pas, pourra être poursuivi pour abandon de famille.

alimentaire ne peut être formée incidemment, au cours des opérations d'un partage de succession (Orléans, 24 nov. 1885. D. P. 56.2.259), mais cette solution ne devrait pas être étendue à la demande de pension alimentaire formée par l'époux survivant contre la succession du conjoint prédécédé, car cette pension devant être prélevée sur l'hérédité, sa fixation constitue une opération du partage.

1. La jurisprudence n'admet pas que le président statuant en référé puisse ordonner des mesures provisoires au cours de l'instance, et qu'il puisse, comme en matière de demande « directe » de pension alimentaire (voy. ci-dessus), prescrire le paiement d'une « provision alimentaire » (Pau, 10 août 1887. D. P. 88.2.242 ; S. 89.2.29).

§ 3. — DÉCISIONS SUR LE FOND COMPORTANT COMME
CONSÉQUENCE FIXATION D'UNE PENSION ALIMEN-
TAIRE,

La juridiction compétente statuant... : sur une reconnaissance de paternité ou de maternité naturelle, sur une déchéance de la Puissance Paternelle ou sur un retrait de droit de garde; ou prononçant un divorce ou une séparation de corps, peut être amenée à condamner l'une des parties au paiement d'une pension alimentaire.

Ainsi dans le premier cas, elle pourra décider que le père, la mère ou les ascendants paieront une pension alimentaire pour subvenir à l'entretien de l'enfant soustrait à leur garde (art. 12 loi du 29 juillet 1889, modifié par la loi du 15 nov. 1921).

Le non paiement des arrérages des pensions alimentaires ainsi constituées, tombera encore sous le coup de la loi du 3 avril 1928.

SECTION III

Troisième élément constitutif : Non paiement.

Le but de la loi étant de réprimer les manquements graves, le législateur, afin d'éviter des poursuites abusives, a décidé que le débiteur, pour être punissable, devrait être resté plus de trois mois sans acquitter les termes de la pension due par lui.

§ 1. — DU DÉLAI DE TROIS MOIS.

Grâce à ce délai, la simple négligence n'emporte pas condamnation : la répression même n'atteint pas le débiteur qui paie trimestriellement ce qui est dû mensuellement (1). Mais encore faut-il qu'il paie *intégralement* ce qu'il doit, car s'il se mettait en retard, ou encore si son attitude, au lieu d'être le fait d'une simple négligence, semblait véritablement « érigée en système », son créancier pourrait parfaitement saisir la juridiction compétente.

Le législateur a, en effet, entendu que le débiteur fut tenu d'exécuter « intégralement » ses obligations. Ce dernier ne saurait donc se soustraire aux poursuites en versant un acompte de trois mois en trois mois sur les termes échus : Payer le tiers ou la moitié de sa dette n'équivaut pas à payer sa dette, et le fait de se livrer à des manœuvres pour se soustraire impunément au paiement total des sommes dues, est caractéristique de la mauvaise foi du débiteur.

La jurisprudence de la Cour de Cassation est fixée dans ce sens : Dès que plus de trois mois se sont écoulés depuis une échéance sans que le montant de la dette ait été réglé intégralement, le débiteur de mau-

1. Dans sa proposition de loi du 7 avril 1925, M. Marin avait cependant prévu la répression de semblables négligences : Devait être punie toute interruption d'une durée « totale » de 3 mois, que les non-paiements aient été consécutifs ou non. Ainsi le débiteur s'exécutant avec 2 mois de retard aurait pu être poursuivi par la suite, s'il laissait encore passer une échéance.

vaie foi encourt les pénalités prévues par la loi du 3 avril 1928 (1).

Il est évident toutefois que les parties peuvent toujours, par une convention postérieure à la décision de justice allouant une pension, stipuler que le montant de cette pension sera réduit.

Le débiteur ne sera tenu pénalement, après cette convention, que de payer la rente « réduite » et non plus la rente « entière ». Cependant, une telle convention n'aura aucun effet rétroactif, par conséquent, elle sera sans influence sur le délit déjà constitué et n'agira que pour l'avenir.

Remarquons enfin que, dans le cas où plusieurs personnes ont été condamnées à verser une pension

1. Un sieur M..., par ordonnance du président du tribunal de Langres en date du 19 octobre 1923, avait été condamné à payer à sa femme et à son enfant mineur une pension de 60 fr. par mois. Le 12 février 1925, il fut condamné à 4 jours d'emprisonnement avec sursis pour n'avoir pas payé les termes de la pension. Après ce jugement M..., au lieu de payer intégralement, versa deux acomptes : 100 fr. le 30 avril et 85 fr. le 10 juillet, de telle sorte qu'à la date du 21 juillet 1925, il avait versé 185 fr., c'est-à-dire un peu plus de moitié des deux trimestres, de 180 fr. chacun, échus l'un le 19 février, l'autre le 19 mai. La Cour de Cassation a rejeté dans les termes suivants le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'appel de Dijon qui avait prononcé une condamnation : « Attendu que l'arrêt attaqué, pour prononcer une condamnation constate que postérieurement au 12 février et jusqu'au 21 juillet 1925, il s'est écoulé deux trimestres de pension pour chacun desquels M... était débiteur de 180 fr. ; que si ce dernier a versé 100 fr. le 30 avril et 85 fr. le 10 juillet, il a omis volontairement d'acquitter d'une façon intégrale, comme la loi l'y obligeait, les termes de sa pension, échus depuis le 19 février, c'est-à-dire pendant plus de trois mois ; qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué a fait une exacte application de la loi et n'a violé aucun des textes visés au moyen. Par ces motifs... rejette... (Cass., 31 mars 1926. R. Hebd. D., 20 mai 1926, p. 284).

alimentaire à une autre (par exemple, il s'agit d'une rente que plusieurs enfants doivent verser à l'un de leurs ascendants), la dette se divise de plein droit entre les codébiteurs.

Il suffit donc que chaque débiteur acquitte sa part de dette pour être à l'abri de toute poursuite, tant civile que pénale.

§ 2. — POINT DE DÉPART DU DÉLAI

Une dernière question reste à résoudre : A quel moment le délai de trois mois commencera-t-il à courir?

Deux hypothèses peuvent se présenter :

1^o La décision condamnant au paiement d'une pension alimentaire a reçu un commencement d'exécution : Après avoir payé régulièrement sa pension pendant quelque temps, le débiteur cesse tout à coup ses versements. Ce cas ne soulève aucune difficulté : c'est à partir de la date de la première échéance restée impayée que le délai de trois mois commence à courir.

2^o Le jugement de condamnation n'a jamais été exécuté : C'est à *partir du moment où il aurait dû l'être* que commencera à courir le délai de trois mois. Le délit d'abandon de famille consistant dans l'inexécution d'une obligation « civile », c'est aux principes du droit civil qu'il faut se reporter pour savoir à quelle époque le débiteur est en faute.

En règle générale, tout jugement, définitif ou pro-

visoire, prononçant une condamnation, ne peut être exécuté qu'après avoir été signifié (C. pr. civ. art. 147)

Ainsi le débiteur n'a « officiellement » été averti de la condamnation qui le frappait, que du jour de la signification (1). Mais tant qu'il peut exercer son droit d'appel ou d'opposition, le jugement est sans force, à raison du caractère « suspensif » des délais. Le débiteur n'est, par conséquent, « tenu à exécution » que du jour où il a reçu signification d'une décision définitive, c'est-à-dire qui n'est plus susceptible d'aucune voie de recours ordinaire, ou encore pour laquelle l'exécution provisoire a été ordonnée par le Juge. Rapprochons de ces deux cas, celui du débiteur qui a acquiescé au jugement et qui, également, est tenu d'exécuter du jour de son acquiescement.

Le moment où le débiteur est tenu d'exécuter étant ainsi déterminé, il est facile d'établir le point de départ du délai de trois mois. Il faut, en effet, aux termes de la loi, que le débiteur soit demeuré « plus de trois mois sans fournir les termes de sa pension etc. ». Il n'est « en retard » qu'à partir du moment où il s'abstient de payer le premier terme échu de sa pension. La date fixée pour l'échéance du premier terme (2) sera donc le point de départ du délai.

1. Une exception à la règle est prévue par l'article 7 de la loi de 1889 (Pension allouée par jugement ou arrêt prononçant la déchéance de la puissance paternelle). Dans ce cas, la signification n'est exigée que si le tribunal ou la Cour a statué par défaut.

2. Il importe peu qu'en vertu de la décision accordant la pension, les arrérages en aient été stipulés « payables d'avance ». Il y aura

Les lois de 1924 et 1928 n'ont pas obligé le créancier à faire un commandement à son débiteur pour le mettre en demeure. Le texte même de ces lois implique que le débiteur sera « en demeure » par la seule arrivée de l'échéance : on retrouve là une application de l'ancien adage : « Dies interpellat pro homine ».

Cette solution n'est pas douteuse, si l'on reconnaît (Voy. chapitre IV), que la pension alimentaire est « portable » : Mais si elle est « quérable », il faudra évidemment que le créancier plaignant établisse qu'il s'est présenté le jour de l'échéance, en personne, ou par mandataire, chez son débiteur (1). Il s'agit là d'un simple « fait » et, par conséquent, la preuve en pourra être administrée par tous les moyens, et les juges auront pleins pouvoirs pour apprécier s'il y a bien eu vaine réclamation de la part du créancier.

Le délit d'abandon de famille sera consommé lorsque trois mois se seront écoulés depuis le jour ainsi déterminé, sans que le terme échu ait été payé.

Sous l'empire de la loi de 1924, le délai devait être expiré au moment de la convocation des parties devant le Juge de paix (2). Cette formalité ayant été supprimée par la loi de 1928, il suffit maintenant que

toujours « non paiement de la première échéance » et c'est là ce qu'on pourrait appeler : « le premier pas de l'auteur vers la criminalité ».

1. Dans ce sens : Caen, 18 mars 1925. Rec. des Som. Sirey, 2 janv. 1926.

2. Cass., 24 juillet 1925. S. 1926.1.328. D. H., 1925, p. 513.

trois mois se soient écoulés, entre le jour de l'échéance impayée et la citation à comparaître devant la Jurisdiction répressive, ou l'ouverture d'une information par le Parquet (Réquisitoire introductif).

SECTION IV

Quatrième élément constitutif : Intention coupable.

L'abandon de famille étant un délit, suppose une intention coupable : Élément constitutif que l'on retrouve dans la plupart des infractions de cette catégorie. Le législateur a d'ailleurs expressément visé cet élément constitutif : L'article 1^{er} de la loi du 7 février 1924 dispose que l'inculpé doit être : « volontairement demeuré plus de trois mois sans fournir les subsides, etc... ».

Malgré l'avis contraire de certains auteurs (1) qui n'ont d'ailleurs pas précisé nettement leur position, ce que la loi exige, c'est seulement que l'abstention du débiteur ait été « intentionnelle », dans le sens de volontaire (*dolus generalis*) et non que ce dernier ait eu « volonté de nuire à autrui », intention de causer un préjudice, ni même connaissance de ce préjudice (*dolus specialis*) (2).

1. Latreille, thèse Toulouse, 1926. Pierre Girault, thèse Poitiers, 1927.

2. Réciproquement, et comme le fait très justement remarquer M. F. Goyet (*Lois nouvelles*, 1928.I.281), « il convient de noter que la loi n'exige aucunement que l'abstention du débiteur ait plongé le créancier dans le dénuement. Pour justifier sa conduite,

Il suffit que le débiteur, ayant eu la possibilité de payer les arrérages ou subsides, ne l'ait pas fait, pour qu'il puisse être déclaré coupable : peu importe le mobile qui l'a guidé : cupidité, égoïsme, haine, etc...

C'est ce qu'a décidé la jurisprudence, à propos de l'espèce suivante :

Un Sieur G... qui, depuis près de deux ans, n'avait pas payé à sa femme la pension de 200 francs par mois à laquelle il avait été condamné, était poursuivi devant la Deuxième Chambre du Tribunal de la Seine et invoquait les charges qui pesaient sur lui, à raison du remboursement de la dot de sa femme, qu'il n'avait pas encore effectué, et pour le paiement de laquelle un arrangement était intervenu entre parties, afin de permettre à G... de se libérer par des à-comptes semestriels de 5.000 francs. G... prétendait que cet accord avait pour effet de suspendre le paiement de la pension alimentaire. Il se déclarait disposé à régler tout l'arriéré de la pension, par des versements échelonnés, dès que la dot de sa femme serait entièrement remboursée.

Le Tribunal de la Seine a rejeté ce moyen de défense :

« Attendu, dit le jugement, que la convention relative aux modalités consenties par M^{me} G... pour obtenir paiement de ses reprises lui réserve expressément tous ses droits sur la pension alimentaire, et

l'inculpé ne saurait se prévaloir de ce que son créancier possédait certaines ressources ».

que les délais de grâce accordés au prévenu pour se libérer du montant des reprises dues à sa femme ne peuvent lui servir de prétexte pour suspendre le paiement de la pension; que bien au contraire, les facilités qui lui ont été accordées devraient l'inciter à une plus grande régularité, d'autant plus qu'il jouit d'une situation pécuniaire suffisante (1). »

Cette solution est entièrement justifiée par les motifs ramenés dans le jugement : le Sieur G... ne pouvait établir ni qu'il avait payé, ni qu'il était insolvable.

Inversement, si l'abstention du débiteur est le résultat de circonstances imprévues et de force majeure, si des revers de fortune l'ont mis hors d'état de continuer ses paiements, il n'y aura pas de délit : c'est ce qui a nettement été précisé au cours des travaux préparatoires de la loi de 1924 et notamment au Sénat par M. Gourju :

« La loi dit expressément que c'est l'abstention volontaire qui est condamnée; par conséquent, si l'homme appelé d'abord devant le juge de paix pour s'expliquer sur sa situation et sur celle de son créancier alimentaire, est reconnu privé de ressources, il ne s'agira pas d'une abstention volontaire, mais d'un cas de force majeure en raison duquel l'acquittement devra s'imposer (2). »

1. Trib., corr. Seine, 12 février 1925. Recueil *Gazette des Tribunaux*, juillet 1925, 2^e partie, p. 434.

2. Rapport Gourju, Sénat, séance du 17 janvier 1924. *J. off.* Doc. ann., n^o 36.

Il peut même arriver que l'absence d'élément intentionnel résulte de la situation particulière du débiteur : ainsi une femme mariée sous le régime de la communauté, n'ayant pas la jouissance de ses biens propres, ne doit pas pouvoir être poursuivie pour abandon de famille puisque, dans ce cas, l'abstention ne résulte pas de sa volonté libre, mais de celle de son mari, seul responsable.

Il est bien certain, par contre, que si le débiteur se trouve dénué de ressources, à la suite de sa paresse habituelle, de son ivrognerie ou de tout autre vice constituant une faute de sa part, de même que s'il s'abstient de travailler ou diminue volontairement son avoir, il pourra être déclaré coupable, surtout si l'on établit qu'il a tenté de s'appauvrir, dans le seul but de se soustraire à l'exécution de son obligation alimentaire.

Par application des principaux généraux, il appartiendra à la partie poursuivante de faire la preuve de l'intention coupable, le doute devant bénéficier au prévenu : Il s'agit là d'une question de fait qui est laissée à l'appréciation des tribunaux (1) et échappe au contrôle de la Cour de Cassation.

1. Les juges n'auront donc pas sur ce point à indiquer les motifs de leur conviction.

CHAPITRE II

CARACTÈRES DE L'INFRACTION

Le délit d'abandon de famille, tel qu'il vient d'être défini est un délit d'omission ou d'inaction et un délit continu. C'est également un délit intentionnel, mais nous n'avons plus à revenir sur ce point.

SECTION I

L'abandon de famille, délit d'inaction.

La loi pénale impose, sous peine de condamnation, de payer certaines pensions alimentaires : l'infraction consiste donc dans l'inaccomplissement du fait commandé par la loi; c'est l'abstention qui est punissable et le délit doit être rangé parmi les délits d'omission.

Dans le droit pénal actuel, l'inaction n'est ordinairement réprimée que quand elle est la méconnaissance d'un devoir professionnel ou la désobéissance à un ordre de l'autorité publique. Notre ancien droit, au contraire, s'inspirant des maximes de la charité chrétienne et s'appuyant sur les textes de droit canonique, comportait, à cet égard, un système de prévisions beaucoup plus complet : Il imposait, par exem-

ple, par voie de contrainte pénale, l'assistance à tout homme en danger de mort (1).

Il est curieux de voir, après une période de recul, le Droit pénal regagner un peu du terrain perdu, et revenir, en instituant le délit d'abandon de famille, aux conceptions anciennes du délit d'inaction.

SECTION II

L'abandon de famille, délit continu.

On définit le délit continu « une situation ou un état de choses prohibés par la loi pénale, créés et prolongés volontairement par le délinquant ». Sont, par exemple, des délits continus : le recel, le port illégal de décorations, etc...

Indiscutablement, le délit d'abandon de famille rentre dans cette catégorie d'infractions : en effet, pour déterminer le caractère d'une infraction, il faut, avant tout, dit M. Garraud (2), « analyser sa définition légale ». La loi de 1928 réprime le fait « d'être demeuré plus de trois mois sans acquitter ». Ce texte, par sa rédaction même, implique que l'intention du législateur fut de punir un état de chose « qui se prolonge », ce qui est, par définition, la caractéristique du délit continu.

Cette catégorie de délits s'est trouvée, au cours de ces dernières années, subdivisée par la jurisprudence, qui prétend établir une distinction entre les délits

1. « Qui peut et n'empêche, pêche » (Loysel).

2. *Précis de droit criminel*, n° 52.

« permanents » et les délits « successifs ». Les délits continus rentreront dans l'une ou l'autre catégorie, suivant que leur continuité exigera ou non, l'intervention persistante d'une volonté coupable.

Un exemple de délit permanent est fourni par la construction d'un immeuble dans une ville, au-dessus de la hauteur réglementaire : la construction, une fois élevée, continue à dépasser cette hauteur, sans qu'il soit besoin de l'intervention incessante de la volonté du constructeur.

Dans le délit successif, au contraire, l'état de choses délictueux sera susceptible de prendre fin d'un moment à l'autre, si l'intention délictueuse de l'auteur vient à cesser : c'est le cas, par exemple, du port illégal de décorations.

De l'avis unanime, le délit d'abandon de famille doit, à raison de sa nature même, être rangé parmi les délits successifs.

L'intérêt pratique de cette classification apparaît principalement en matière de prescription, de chose jugée, et encore lorsqu'il s'agit de résoudre les difficultés soulevées par l'application de la loi dans le temps (non rétroactivité) et dans l'espace (compétence territoriale) (1).

Nous traiterons dans des chapitres séparés, les

1. A la différence de ce qui se produit pour certaines infractions (Séquestration : art. 341-343 C. P., par exemple), la « continuité » du délit d'abandon de famille est sans effet sur la pénalité, dont les limites restent les mêmes, quelle que soit la durée de l'infraction. Cette durée n'est qu'un « élément » d'appréciation pour le juge chargé d'appliquer la peine.

questions de compétence et de non rétroactivité. Etudions successivement les problèmes qui se posent en matière de prescription et de chose jugée.

1^o *Prescription.*

Pour les délits continus, le point de départ de la prescription de l'Action publique (1) n'est pas fixé de la même façon que pour les délits instantanés. Il ne saurait, en effet, être question de prescription, tant que l'infraction continue à être commise, c'est-à-dire tant que « l'état de chose prohibé par la loi » se prolonge.

Ainsi le délai de la prescription ne commencera à courir, en matière d'abandon de famille, que du jour où l'infraction aura cessé; c'est-à-dire du jour où le débiteur aura repris le paiement des arrérages ou des subsides par lui dûs.

D'après les principes généraux, la prescription de l'Action civile court en même temps que celle de l'Action publique. Son point de départ est donc le même, et le délai, pour les deux, est de trois ans puisque l'abandon de famille est un délit (art. 638, C. I. C.).

2^o *Chose jugée.*

En vertu de la règle *Non bis in idem* : après la condamnation de l'auteur d'un délit continu et « permanent », celui-ci ne peut plus être poursuivi, par la

1. Par opposition avec la prescription de la peine.

suite, à raison de la « permanence » du fait. En matière de délit continu « successif », l'application de la règle est beaucoup moins simple et il se peut, si le délit se prolonge, que de nouvelles poursuites soient intentées pour des faits postérieurs à la condamnation. C'est ce qui se produit pour le délit d'abandon de famille (délit successif, avons-nous dit) qui, suivant l'époque à laquelle on se place, peut faire l'objet de nouvelles poursuites.

Il faut, en effet, distinguer deux périodes :

1^o L'abstention retenue dans la première poursuite et qui a fait l'objet d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'une condamnation, ne peut évidemment servir de base à une nouvelle inculpation;

2^o Mais après le jour où la première décision est devenue définitive, si le débiteur néglige à nouveau, et pendant trois mois, de payer le terme échu de sa pension, il peut être l'objet d'une autre information et d'une seconde condamnation, sans être fondé à soulever l'exception de la chose jugée.

La loi prévoit d'ailleurs expressément cette nouvelle poursuite, puisqu'elle a édicté dans le cas de « récidive » une aggravation de pénalité.

L'application des règles ordinaires de la récidive à l'abandon de famille ne soulève en doctrine aucune difficulté, mais la jurisprudence semble avoir admis parfois des poursuites un peu hâtives. Nous avons pu constater qu'il arrivait au Parquet de la Seine (1)

1. Notamment aff. Abassec René. Paris Cour, 8 déc. 1928 (non publiée). La Cour de Cass., ne semble pas avoir été saisie

d'ouvrir de nouvelles informations, lorsque trois mois s'étaient écoulés depuis *la date de la première condamnation*, sans s'inquiéter de la date à laquelle celle-ci était devenue définitive.

Dans ces conditions, si une nouvelle condamnation intervient, le Parquet chargé de la faire exécuter semble tenu (1) d'appliquer le principe de la confusion des peines. Il nous paraît que de telles poursuites, intentées avant que les conditions de la récidive ne soient réunies, sont prématurées, parce qu'elles multiplient sans résultat appréciable le nombre des procédures, et faussent le système de la répression.

3^o *Non Rétroactivité.*

Après la promulgation de la loi du 7 février 1924, un certain nombre de Parquets saisis de plaintes, ont fait constater par le juge de paix le non paiement datant de plus de trois mois, et exercé des poursuites,

de la question. Cf. cependant l'arrêt, peu explicite, du 10 déc. 1926. S. 28.1.117.

1. La question devient encore plus complexe si, comme cela s'est présenté, la première condamnation octroyait à l'auteur de l'abandon de famille le bénéfice de la loi de sursis. Dans ce cas, si de nouvelles poursuites pour abandon de famille sont intentées, 5 ou 6 mois après que la première condamnation est devenue définitive, et si ces poursuites visent des faits constitués alors que cette première condamnation n'était pas encore irrévocable, ne doit-on pas considérer que la deuxième condamnation (à une peine d'emprisonnement), révoque le sursis ? Les faits qu'elle vise se sont, en effet, poursuivis et ont bien été consommés dans la « période de révocation du sursis ». Cette solution est celle admise par le Parquet. Mais, en équité, ne peut-on pas penser que si la juridiction répressive, saisie de la

sans se soucier de vérifier si les trois mois de retard étaient postérieurs à la date de laquelle la loi nouvelle était devenue exécutoire. C'était une atteinte au principe de la non-rétroactivité de la loi pénale, que la jurisprudence n'a pas tardé à condamner.

Sur appel d'un jugement du Tribunal d'Orange, la Cour de Nîmes s'est prononcée sur cette question par un arrêt en date du 4 juillet 1924 (1).

« Attendu, dit cet arrêt, qu'il résulte de la combinaison de ces articles (1 et 2 de la loi du 7 février 1924) que le fait d'être volontairement demeuré plus de trois mois sans acquitter les termes de la pension est l'un des éléments constitutifs et essentiels du délit d'abandon de famille, et que, d'autre part, la loi pénale n'a pas d'effet rétroactif et qu'une peine ne peut être prononcée sans loi; qu'il suit de ces principes que, lorsqu'une loi crée une incrimination nouvelle, elle ne peut être appliquée à des faits antérieurs à sa promulgation. »

« Attendu que le fait d'abandon de famille n'était frappé d'aucune peine avant la promulgation de la loi du 7 février 1924, que ce fait n'étant puni par l'article 1^{er} de cette loi que si la personne qui doit la pension est volontairement demeurée plus de trois mois sans en acquitter les termes, il résulte des prin-

2^e affaire, n'avait eu à juger que les faits d'abandon de famille postérieurs à la date à laquelle la première condamnation est devenue définitive, elle n'aurait peut-être pas prononcé une peine d'emprisonnement ? (et partant, le sursis n'aurait pas été révoqué).

1. Nîmes, 4 juillet 1924. Recueil G. P., 1924.2.566.

cipes sus-énoncés, que le délai de trois mois doit avoir couru après le jour où la loi du 7 février 1924 est devenue exécutoire, pour que le délit d'abandon de famille soit constitué et dès lors possible, aux termes de l'article 2 de ladite loi; que lorsque la personne qui doit la pension étant demeurée plus de trois mois sans acquitter les termes, le Juge de paix compétent aura régulièrement constaté le fait et transmis son procès-verbal au Procureur de la République. »

« Attendu, en fait, que la loi du 7 février 1924 oubliée au *Journal officiel* du 10 février 1924 n'est devenue exécutoire à Mornes que le 12 février 1924, et que T..., a été cité à comparaître devant le Tribunal correctionnel d'Orange à la date du 14 avril 1924, moins de trois mois après la promulgation de la loi du 7 février 1924, à raison d'un fait antérieur à la citation, qu'il suit de là que la poursuite du Ministère Public contre T..., doit être déclarée irrecevable..., par ces motifs..., relaxe. »

La Cour de Cassation, par arrêt du 22 novembre 1924 (1) a rejeté le pourvoi formé contre cette décision et a jugé qu'à raison de la non-rétroactivité de la loi, le délit d'abandon de famille n'est punissable qu'autant que la période de trois mois est en totalité postérieure à sa promulgation. Ces décisions (2) sont basées sur des principes certains.

1. Cass. Ch. criminelle, 22 nov. 1924. Recueil G. P. 1925.1.48.

2. Dans le même sens : Dijon, 5 mars 1925. S. 25.2.53 ; Amiens, 11 déc. 24. G. P., 27 janvier 1925 ; Trib. correct. Narbonne, 18 octobre 1924. G. P., 31 octobre 1924.

Le délai de trois mois est, nous l'avons vu, un élément constitutif du délit. Or, une partie du délit ne saurait être constituée avant la promulgation de la loi, c'est-à-dire à une époque où le fait délictueux n'était pas encore puni par la loi pénale.

Baser sur ces faits, antérieurs à la promulgation de la loi une condamnation, eût été faire produire à cette loi un effet rétroactif, ce qui est contraire au principe essentiel de non rétroactivité des textes créant une infraction nouvelle. On a pu objecter (1) qu'« entre l'intérêt du prévenu et l'intérêt de la victime qui attend les aliments dont elle a besoin pour vivre, la Cour de Cassation, en retardant par son exigence l'application des sanctions pénales, a préféré la cause du premier ». Mais c'est « qu'en s'arrêtant entre les deux interprétations possibles de la loi du 7 février 1924, à celle qui est la plus favorable aux inculpés, elle a respecté le principe général d'interprétation des lois pénales, et donnée à la règle *Nulla poena sine lege* toute son ampleur ».

Il est intéressant de rappeler ces solutions puisqu'elles ont dû être appliquées à nouveau au moment de la promulgation de la loi de 1928 : Celle-ci a, comme nous l'avons vu, ajouté à la liste des personnes protégées : les « descendants majeurs »; aussi, en ce qui concerne les poursuites intentées sur plainte de ces derniers, depuis le 3 avril 1928, il a été jugé également que le point de départ du délai de trois mois

1. P. Girault, thèse Poitiers, 1927, p. 67.

devait être postérieur à la promulgation de la loi nouvelle (1).

1. La proposition de loi de M. Marin (Ch. des députés, 7 avril 25.2S.), Doc. ann. 1540) prévoyait l'application de la loi aux arrérages échus avant sa promulgation. Cette disposition a été rejetée par la commission, ce qui ne laisse aucun doute sur l'intention du législateur.

CHAPITRE III

EXCEPTIONS ET FINS DE NON RECEVOIR

Par application des principes généraux (mais à la différence de ce qui se passe en matière d'adultère), le retrait de plainte émanant du créancier, ne saurait arrêter les poursuites (1); l'intérêt familial passe ici au second plan.

Sous l'empire de la loi primitive, la solution était un peu différente : le législateur avait, en effet, créé une sorte de « procédure de conciliation » devant le juge de paix, et ce dernier devait s'efforcer de provoquer un désistement, en amenant le débiteur à récipiscence. Cette conciliation n'ayant pas donné, en pratique, les résultats qu'on en attendait, a été supprimée par la loi de 1928, ce qui implique sur ce point retour au droit commun.

Une deuxième remarque préliminaire doit être faite également : Le débiteur d'une pension alimentaire ne peut se soustraire aux poursuites en opposant la compensation : celle-ci, en effet, ne peut être invoquée en matière d'obligation alimentaire (C. civ.

1. Même au cas où le débiteur aurait, après le dépôt de la plainte intégralement payé les arrérages dus et désintéressé le plaignant.

art. 1293). La jurisprudence a fait de nombreuses applications de ce principe, jugeant notamment, que commet le délit d'abandon de famille celui qui est demeuré plus de trois mois sans acquitter les termes de la pension qu'il était tenu de servir à sa femme pendant l'instance en séparation de corps, sans qu'il y ait lieu de rechercher si le rendement d'un fonds de commerce dont il lui avait laissé la jouissance pouvait équivaloir au paiement de cette pension (1).

Il a été jugé également que la culpabilité du mari poursuivi pour abandon de famille ne disparaît pas, quand bien même il serait prouvé que sa femme divorcée et créancière d'une pension n'a pas rapporté les objets dus à la communauté.

Enfin, le débiteur d'aliments ne saurait justifier son abstention en alléguant que son créancier possède des ressources suffisantes.

Si, depuis la décision fixant le chiffre de la pension alimentaire, des faits nouveaux se sont produits, modifiant les situations pécuniaires respectives des parties, il appartient au débiteur de saisir le Tribunal civil pour obtenir la suppression ou la réduction de la pension. Mais il ne peut invoquer ces faits nouveaux devant le Tribunal répressif, celui-ci n'ayant pas qualité pour modifier la décision d'une juridiction civile et ne pouvant que constater l'inexécution volontaire et condamner en conséquence.

A côté des moyens de défense irrecevables que nous

1. Crim., 21 février 1925. D. 1925.1.144.

venons d'examiner, il en est d'autres qui permettent à l'inculpé d'éviter une condamnation, bien que le délit soit régulièrement constitué. Etudions-les successivement.

§ 1. — DÉFAUT D'ASSIGNATION DANS LES VINGT JOURS QUI SUIVENT L'ORDONNANCE DE NON-CONCILIATION (ART. 238, § 8 C. CIV.)

Le défaut d'assignation entraîne pour le demandeur (et pour lui seulement) péremption des mesures provisoires ordonnées à son profit et notamment de la pension alimentaire, s'il en a obtenu une. Dans ces conditions, l'époux débiteur ne pourra pas être poursuivi pour abandon de famille, si son conjoint n'a pas usé de son permis de citer dans le délai de vingt jours qui lui était imparti : un des éléments essentiels du délit n'existant plus, le délit est « impossible » (1).

Il convient cependant de signaler, à ce sujet, une jurisprudence fort discutable de la Chambre criminelle, aux termes de laquelle l'inculpé pourrait perdre le droit de se prévaloir de la déchéance lorsqu'il n'aurait pas invoqué ce moyen « de suite » : Il serait alors censé y avoir renoncé.

Un arrêt de la Cour de Cassation en date du 23 mars 1928 (2), s'exprime en ces termes :

« Sur le second moyen pris de la violation de la loi

1. Lyon, 12 janvier 1926. D. H. 26, p. 108.

2. Cass. crim., 23 mars 1928. *Gaz. Pal. Rec. mens.*, août septembre 28, p. 240.

du 7 février 1924 et de l'article 138 du Code Civil, en ce que l'arrêt prononce une condamnation pour abandon de famille, alors qu'il résulte des énonciations dudit arrêt que la plaignante n'avait pas fait délivrer l'assignation dans les délais prévus par l'article 238 précité; que dès lors, elle avait perdu le bénéfice des mesures provisoires ordonnées à son profit, et notamment de la pension alimentaire qui lui avait été allouée;

Attendu, il est vrai, que la dame Lucas n'a fait délivrer l'assignation à son mari qu'après l'expiration du délai de vingt jours prescrit par l'article 238 du Code Civil;

Mais attendu qu'il résulte de la décision attaquée que Lucas, sans opposer la péremption édictée par cet article, a reçu l'assignation qui lui était régulièrement délivrée, à une époque ultérieure à l'expiration du délai, et qu'après avoir subi une première condamnation pour abandon de famille, il a versé à sa femme une somme de 100 francs, en acompte sur le montant de la pension à laquelle il avait été condamné;

Attendu que de ces constatations, la Cour d'Appel a pu déduire que Lucas avait renoncé à se prévaloir des dispositions de l'article 238 précité, et que, dès lors, il ne devait plus être admis à en réclamer le bénéfice;

Qu'en statuant ainsi, l'arrêté n'a violé aucun des textes de lois visés au moyen;

Et attendu que l'arrêt est régulier;

Rejette le pourvoi. »

Cette solution est contestable. On considère généralement que la disposition de l'article 238 C. civ. aux termes de laquelle « Faute par l'époux demandeur d'avoir usé de cette permission (de citer), dans ledit délai (de 20 jours), les mesures provisoires ordonnées à son profit cesseront de plein droit », édicte une déchéance formelle et irrévocable (1).

§ 2. — FAIT POUR LA FEMME DE NE POUVOIR JUSTIFIER DE SA RÉSIDENCE AU COURS D'UNE PROCÉDURE EN SÉPARATION DE CORPS.

Si la femme ne peut justifier, chaque fois que son mari l'en requiert, qu'elle occupe toujours la résidence à elle assignée par l'ordonnance du Président du Tribunal, elle perd son droit à la pension alimentaire (C. Civ. art. 241).

Le mari ne pourra, dès lors, et pour les mêmes raisons que dans le cas précédent, être condamné pour abandon de famille, s'il oppose à bon droit la fin de non recevoir tirée du défaut de justification de résidence de sa femme (2).

Cette fin de non recevoir appelle deux observations :

1^o Le moyen en question ne saurait, cela est évident, être « suppléé d'office » : la déchéance n'a pas lieu de plein droit.

1. Cass. civ., 22 janv. 1896. S. 97.1.167 ; Cass. crim., 27 fév. 1903. S. 1905.1.300 ; Paris, 6 janv. 1923. S. 1924.2.93 ; Aubry et Rau, 5^e éd., t. III, p. 309, § 478, note 13.

2. Lyon, 6 janvier 1926. D. H., p. 107.

2^o Bien plus, il ne crée pas, au profit du mari, une fin de non recevoir absolue: un large pouvoir d'appréciation est laissé au juge : celui-ci a toujours le droit de peser les circonstances qui ont motivé l'abandon par la femme, demanderesse en divorce, de la résidence fixée par le Président du Tribunal (1). On estime seulement qu'il appartient à la femme d'établir les raisons justificatives de l'abandon de cette résidence (2). L'arrêt de la Cour de Cassation précité (23 mars 1928) définit ainsi dans ses attendus le pouvoir d'appréciation laissé en cette matière au juge répressif.

LA COUR

Sur le premier moyen pris de la violation de la loi du 7 février 1924 de l'article 241 du Code Civil, et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de base légale, en ce que l'arrêt prononce une condamnation pour abandon de famille, alors que la plaignante avait abandonné la résidence qui lui avait été assignée par ordonnance du président du tribunal civil et que l'arrêt n'indique pas quelles circonstances avaient justifié un pareil abandon; que, dès lors, la plaignante se trouvait sans droit à réclamer le paiement des arrérages de la pension alimentaire accordée par l'ordonnance;

1. Cass. req., 25 juin 1889. S. 90.1.71; 23 juillet 1913. S. 1913.1.571; D. 1917.1.56; Cass. req., 11 avril 1922. *Gaz. Pal.*, 22.1.135.

2. Paris, 12 mars 1912. S. 1913.2.115.

Attendu que le président du tribunal civil, en vertu de la loi du 7 février 1924, avait ordonné à Lucas de payer à sa femme une pension alimentaire de 150 frs. par mois, et que la commune de Pirou avait été assignée comme lieu de résidence à la dame Lucas;

Attendu que le pourvoi soutient que cette dernière, ayant quitté cette résidence pour habiter Paris, Lucas avait cessé, aux termes de l'article 241 du Code Civil, d'être tenu à l'exécution de son obligation;

Mais attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que la dame Lucas, qui a la charge de deux enfants mineurs issus du mariage, a quitté sa résidence pour se livrer plus facilement au travail et subvenir ainsi aux besoins desdits enfants; que Lucas n'a jamais rempli intégralement son obligation alimentaire, qu'enfin il connaissait le départ de sa femme et qu'il n'a formulé aucune protestation contre ce fait;

Attendu qu'en l'état de ces constatations, la Cour d'Appel a pu décider qu'il n'y avait pas lieu d'accueillir la fin de non-recevoir proposée par le demandeur;

Qu'en effet, la Cour d'Appel a précisé les circonstances dans lesquelles s'était effectué le départ de la dame Lucas et qu'elle a apprécié, dans les limites de son droit, que les motifs invoqués par cette femme étaient légitimes; qu'ainsi, elle a donné une base légale à sa décision;

Que dès lors, le moyen ne saurait être accueilli, etc.

§ 3. — SUPPRESSION DE LA PENSION ALIMENTAIRE.

*1^{er} cas. — Réformation de la décision
accordant la pension alimentaire.*

Nous supposons qu'une pension alimentaire a été allouée à des personnes protégées par la loi de 1928, et que la décision accordant cette pension était exécutoire par provision.

Qu'advient-il si la juridiction saisie par le défendeur, en appel ou sur opposition, annule ou réforme la première décision et supprime la pension alimentaire?

Les poursuites intentées entre temps pour abandon de famille devront-elles être abandonnées?

Envisageons successivement les hypothèses qui peuvent se présenter : nous supposons qu'une personne tenue à l'exécution provisoire d'une décision allouant une pension alimentaire est restée plus de trois mois sans payer les termes échus : Des poursuites pour abandon de famille ont été engagées contre elle :

1^{re} hypothèse : la juridiction répressive saisie n'a pas encore statué au moment où la décision allouant la pension est annulée ou réformée. Cette première décision est alors réputée non avenue, le droit à pension est rétroactivement anéanti : le délit est devenu impossible puisque son deuxième élément constitutif fait défaut.

Les poursuites devront donc se terminer par un non-lieu ou un acquittement.

2^e hypothèse : la juridiction répressive a statué, mais sa décision n'est pas irrévocable au moment où la décision allouant la pension est annulée ou réformée; même solution que dans le cas précédent, et pour les mêmes raisons : la juridiction répressive saisie sur appel ou sur opposition ou sur renvoi après cassation, devra relaxer l'inculpé.

3^e hypothèse : la juridiction répressive a statué et sa décision a acquis l'autorité de la chose jugée : postérieurement, la décision allouant une pension alimentaire vient à être réformée ou annulée : cette nouvelle décision est sans effet sur la condamnation intervenue.

Si, en doctrine (1), une telle solution ne paraît pas contestable, elle offre en pratique un gros inconvénient, puisqu'elle subordonne la répression à la plus ou moins grande célébrité des juges civils. Mais, la question de la décision civile n'étant pas préjudicielle, il n'est pas possible de dire que le civil tiendra le criminel en état. Aussi dure qu'elle puisse paraître, cette décision toutefois est conforme à l'intention du législateur, qui a entendu protéger avant tout les créanciers de l'obligation alimentaire, et réprimer l'abstention volontaire de son débiteur, alors même qu'il s'agit de payer les arrérages d'une pension al-

1. Il n'y a pas, à notre connaissance, de jurisprudence sur ce point.

louée par une simple ordonnance ayant un caractère provisoire.

2^e cas. — *Cessation de l'obligation alimentaire.*

Nous avons vu (1) que, d'après la Cour de Cassation, l'obligation alimentaire existant entre ascendants et descendants « par alliance » est sanctionnée par la loi de 1928. Mais il ne peut plus y avoir de délit lorsque l'alliance disparaît, soit à la suite d'un divorce, soit à raison du décès, sans postérité (art. 205 C. Civ.), de la personne qui servait de lien entre les deux familles.

Dans cette hypothèse, le droit aux aliments n'existant plus, la loi de 1928 cessera de s'appliquer, étant bien entendu que si l'extinction de l'obligation alimentaire a une influence sur l'existence du délit, cette influence ne s'exerce que pour l'avenir et sans aucune rétroactivité : le délit constitue avant la rupture de l'alliance n'en demeurera pas moins punissable par la suite.

On retrouve cette même solution dans tous les autres cas où la pension vient à être supprimée, sans que cette suppression soit la conséquence de la réformation de la décision qui l'accordait : par exemple, lorsqu'à la suite de faits nouveaux (changement dans la fortune du débiteur ou du créancier), la juridiction civile est appelée à statuer, et modifie le

chiffre de la pension allouée par sa précédente décision, ou supprime même totalement la pension. Un autre exemple est fourni par le jugement ou l'arrêt prononçant le divorce ou la séparation de corps, lorsque celui-ci supprime la pension alimentaire accordée par l'ordonnance de non-conciliation ou par un jugement provisoire :

Ici encore les nouvelles décisions intervenues ne rétroagiront pas et seront sans effet sur le délit d'abandon de famille déjà consommé même s'il n'a pas encore été poursuivi. Comme le fait très justement remarquer M. F. Goyet (1) :

« La loi du 7 février 1924 a sanctionné le manquement aux obligations alimentaires déterminées par « une ordonnance »; elle a voulu que l'époux condamné à fournir la provision alimentaire la versât sans retard, dans la crainte que son conjoint ne se trouvât acculé à une situation précaire. Elle n'apporte aucune restriction au principe pour le cas où les décisions ultérieures, rendues en dehors de l'exercice des voies de recours modifieraient l'étendue de l'obligation ».

Nous estimons donc que, quel que soit le dispositif du jugement ou arrêt prononçant le divorce ou, *à fortiori*, la séparation de corps, les sanctions pénales de la loi de 1924, s'appliquent à l'abstention volontaire de verser les prestations alimentaires, prescrites par l'ordonnance de non-conciliation ou le jugement provisoire.

1. Dans les *Lois nouvelles*, 1928, 1^{re} partie, p. 298.

CHAPITRE IV

COMPÉTENCE

La loi de 1924 prévoyant une procédure préliminaire devant le juge de paix n'indiquait pas quel juge de paix devait être saisi : d'où de multiples controverses.

Certains auteurs tirant argument de l'analogie prétendaient appliquer à ce « préliminaire de conciliation » les règles de la Procédure civile (art. 50, C. Pr. Civ.) : pour eux, le juge de paix compétent était celui du domicile du défendeur (1).

D'autres, au contraire, interprétaient le silence de la loi comme une adhésion aux règles générales de compétence fixées par les articles 23, 29, 30 et 63 du C. I. C. Ils admettaient en conséquence, que le plaignant pouvait choisir entre trois juges de paix et s'adresser : soit à celui du lieu où le délit avait été commis, soit à celui de la résidence du prévenu, soit enfin à celui du lieu où le prévenu avait été arrêté.

Partisan de l'intervention du juge de paix, M. Ma-

1. La chancellerie s'était prononcée dans ce sens : Réponse à une question écrite de M. Phillipoteaux, député, n° 20932. Débats parlementaires, 6 mars 1924 et 26 mars 1924.

rin, dans la proposition de loi (1) qu'il déposa sur le bureau de la Chambre des Députés en 1925, ne prévoyait, sur ce point, aucun remaniement du texte de la loi, mais seulement l'insertion d'une disposition précisant quels juges de paix et quels Tribunaux correctionnels seraient compétents pour connaître du délit.

La commission de législation de la Chambre des Députés ne suivit pas les conclusions du rapporteur et préféra dissiper toute équivoque en supprimant la procédure préliminaire.

Cependant, non contente de simplifier ainsi la question, en ramenant au droit commun la procédure à suivre en matière d'abandon de famille, elle jugea, elle aussi, utile d'indiquer quel serait le Tribunal compétent.

Le texte finalement adopté et qui est devenu l'article 2 de la loi de 1928 contient donc cette disposition :

« Le Tribunal compétent pour connaître du délit sera celui dans la circonscription duquel la pension devait être payée ou les subsides fournis. »

Ainsi le délit d'abandon de famille, assimilé par ailleurs aux autres délits, se trouve, pour tout ce qui touche à la question de compétence, soustrait par le texte nouveau à l'application des règles ordinaires. Une compétence unique est exceptionnellement instituée : celle du Tribunal du lieu du délit. Les

1. Séance du 7 avril 1925 (*J. off. Doc. parl.*, août 1925, p. 603).

travaux préparatoires ne nous donnent malheureusement aucune précision sur le but poursuivi par le législateur et sur les raisons qui l'ont déterminé à opérer cette apparente simplification!

Si bien qu'en pratique, la disposition nouvelle a soulevé d'inextricables difficultés.

Le principal résultat obtenu, auquel on n'avait certainement pas songé, fut de provoquer le dessaisissement d'un grand nombre de Parquets de Province et de faire affluer la plupart des procédures au Parquet de la Seine (1). C'est ce qu'indiquait à M. le Procureur Général M. le Procureur de la République de la Seine, dans un rapport en date du 8 juin 1928, où il est dit notamment :

« Il m'est donné, chaque jour, de constater que les dispositions de l'article 2 de la loi du 3 avril 1928 sont interprétées et appliquées de façons différentes et nettement opposées.

Certains Parquets, les moins nombreux, me transmettent ou me renvoient des plaintes émanant de

1. Il s'agit surtout des procédures réglées par les Parquets de province qui, à l'exemple du Parquet de Versailles, soutiennent que la pension alimentaire est « quérable ». Paris est alors, dans la plupart des cas, « le lieu où la pension doit être payée », étant le lieu où se réfugient le plus volontiers ceux qui ont brisé leur foyer et les liens les rattachant à leur famille.

On relèverait facilement, en étudiant les diverses infractions qui intéressent la famille, des exemples analogues témoignant du rôle de « foyer d'attraction » joué par le capitale. C'est ainsi qu'on pourrait constater une centralisation des procédures au tribunal de la Seine, après la modification apportée aux règles de la compétence en matière d'incident à la liberté surveillée (Loi du 22 février 1921, art. 23 *in fine*).

femmes ou de parents, au profit desquels des jugements attributifs de pensions alimentaires ont été rendus, et dont les maris ou les enfants ont leur domicile, ou seulement parfois une résidence de fortune, à Paris ou dans le département de la Seine.

Ils invoquent l'article 2 de la nouvelle loi et ils s'appuient sur l'article 1247 du Code civil.

« Le Tribunal compétent pour connaître du délit, sera celui dans la circonscription duquel la pension devait être payée ou les subsides fournis. » C'est donc le Tribunal du domicile de celui qui est tenu de verser la pension, quand la décision qui l'a prononcée n'a pas fixé le lieu du paiement. La dette n'est-elle pas, en effet, « quérable » aux termes de l'article 1247, et le paiement ne doit-il pas être fait au domicile du débiteur, s'il n'en a pas été disposé autrement dans la « convention ».

D'autres parquets, au contraire, nous transmettent des plaintes, portées contre des défendeurs résidant dans leur circonscription et condamnés à servir une pension à des femmes ou à des parents domiciliés à Paris ou dans le département de la Seine.

Ils invoquent le même article 2. Pour eux, la compétence du Tribunal de répression a été modifiée. La pension est « portable », par sa nature même, et le Tribunal qui doit connaître du délit est celui du domicile du bénéficiaire auquel la pension doit être « servie ».

Ainsi, se pose journellement la question.

Sans doute, serait-il possible de la faire trancher

par les Tribunaux eux-mêmes, mais la jurisprudence ne serait fixée et suivie qu'après seulement que la Cour suprême aurait souverainement disposé, et cela demanderait un assez long temps. En face des abandons de famille, de plus en plus nombreux, et de l'augmentation impressionnante des délits de cette nature, dont la répression, pour être efficace, ne doit pas seulement être rigoureuse, mais rapide surtout, j'estime qu'il y aurait lieu de donner des directions aux parquets et ce sont ces directions que, pour ma part, j'ai l'honneur de demander.

La question qui se pose, devant le silence généralement observé par le Juge ou le Tribunal qui ont prononcé la condamnation à la pension alimentaire, est donc de savoir, si le délit sera jugé dans la circonscription judiciaire du domicile ou de la résidence du débiteur de la pension, ou dans celle du domicile ou de la résidence du créancier de la pension.

Quand l'article 1247 du Code civil a stipulé que, sauf disposition contraire dans la « convention », le paiement devrait être fait au domicile du débiteur, l'abandon de famille, s'il existait, n'était pas réprimé, et il nous paraît difficile d'invoquer cet article pour régler la question.

La pension alimentaire a un tout autre caractère : elle est d'une toute autre nature que la dette ordinaire. La pension alimentaire ne résulte pas d'une « convention », mais d'une condamnation.

Le conjoint délaissé et les enfants abandonnés sans soutien, les parents âgés, infirmes ou dans le besoin,

ne sont pas les « créanciers » de l'article 1247. La pension qui leur est allouée doit leur être « servie », ainsi que disposent d'ailleurs, textuellement, tous les jugements qui la prononcent. On ne conçoit pas l'ancienne épouse, les enfants ou les parents, tenus de se rendre, chaque mois, au domicile de l'ancien mari, du père ou du fils, pour « chercher » la pension qui doit leur être « servie », ou l'envoyant « chercher » par un mandataire rémunéré ou même bénévole.

En fait, la pension alimentaire est toujours « servie » (1), celui qui y est astreint la fait parvenir et la situation de fait doit être, me semble-t-il, adaptée à la situation de droit et la régler. Cette interprétation me paraît d'ailleurs répondre à l'intention bienveillante du législateur. Il a supprimé la procédure imposée par la loi du 7 février 1924 qui astreignait le créancier de la pension à s'adresser au Juge de paix du domicile du débiteur, aux fins de constat, et il a modifié dans la loi du 3 avril dernier, la compétence

1. Le rapport précité attirait également l'attention de M. le Garde des Sceaux « Sur l'intérêt qu'il y aurait désormais à ce que le juge, dans ses ordonnances, et les tribunaux dans leurs jugements, ne se contentent plus de décider que la pension alimentaire sera « servie » au conjoint, aux enfants et aux parents, mais qu'ils complètent leur formule en ordonnant que la pension alimentaire devra être servie au domicile des bénéficiaires. Certains tribunaux... ne manquent pas, dans les décisions de cette nature, de décider « que la pension sera payable d'avance, par mois et par mandat-carte ». C'est là une formule heureuse. Elle aurait, en tout cas, l'avantage aujourd'hui, si elle était généralisée, de fixer d'une manière indiscutable, dans le cadre même de l'article 1247 et de la loi du 3 avril dernier, la compétence des tribunaux, en matière de répression du délit d'abandon de famille ».

de la juridiction de répression, telle qu'elle résultait de la loi antérieure qui ne prévoyait que celle du droit commun.

S'il est admis que la pension alimentaire doit être « servie », qu'elle se distingue de la dette ordinaire par son caractère de réparation, d'aide ou de soutien, elle est « portable » et le Tribunal qui devra connaître du délit sera celui dans la circonscription duquel le bénéficiaire, auquel elle doit revenir, est domicilié (1). Cette solution, parfaitement justifiée en équité, a été adoptée par un grand nombre de Tribunaux, et notamment par le Tribunal civil de la Seine (2).

1. Cette solution présente, en pratique, un incontestable avantage : Dans le cas où le débiteur a disparu ou est parti à l'étranger, le créancier n'a pas à rechercher quel tribunal il devra saisir. Il s'adresse immédiatement au tribunal de son département. Les auteurs qui estiment que la pension est « quérable » donnent, dans ce cas, compétence « au tribunal du lieu du dernier domicile connu » (Voy. Goyet, précité, p. 300). Ce tribunal, assez difficile à déterminer, se trouve, être souvent, en pratique, le plus mal placé pour instruire l'affaire : il ne peut entendre directement aucune des parties !

Dans sa proposition de loi (*loc. cit.*) M. Marin avait prévu spécialement ce cas et donné compétence au tribunal devant lequel le titre de pension a été obtenu. La commission de législation n'a pas retenu cette disposition.

2. Jugement rendu le 22 novembre par la 15^e Chambre du tribunal de la Seine (affaire Manigley) non publié.

« Attendu que M..., domicilié à Nice soutient que le tribunal de la Seine n'est pas compétent pour juger le délit d'abandon de famille, en se basant sur l'article 2 de la loi du 3 avril 1928 qui se référerait à l'article 1247 du Code civil et ne désignait pas un autre tribunal que celui du domicile du débiteur de la pension.

Mais attendu qu'il résulte de l'esprit et de la lettre même du texte susvisé qu'en édictant la disposition nouvelle, le législateur a entendu modifier les règles de la compétence dans un sens favorable aux bénéficiaires de la pension, et a voulu expressé-

Malheureusement, pour les créanciers de pensions alimentaires, elle soulève, en droit, de graves objections, si bien que plusieurs Parquets, en l'absence d'un texte formel et d'une jurisprudence certaine, ont cru devoir soutenir, en se basant sur l'article 1247 C. Civ., que la pension était quérable, et que le Tribunal compétent était celui du domicile du débiteur. La Chambre des Mises en Accusation, saisie, sur opposition à une ordonnance d'incompétence de M. le Juge d'Instruction de Versailles, leur a donné raison, par un arrêt en date du 19 février 1929, rendu sur les réquisitions de M. l'Avocat Général Lemant.

L'arrêt (1) ne fait que constater « l'absence d'un texte précis » instituant, en matière de pension alimentaire, une exception aux principes généraux édictés par l'art. 1247 C. Civ.,

Par contre, les réquisitions écrites (2) contiennent une argumentation très intéressante basée sur l'étude des travaux préparatoires.

En effet, ainsi que le remarque M. l'Avocat Général Lemant : « La seule indication intéressante se trouve dans la proposition de M. Marin à la Chambre des

ment le différencier des créanciers ordinaires envisagés par l'article 1247 du Code civil ; que les termes de « *subsides fournis* » ne laissent aucun doute à cet égard et indiquent, sans équivoque, que l'assistance prévue par la loi doit être administrée sur place aux intéressés et sans que ceux-ci soient obligés d'aller la réclamer au domicile peut-être éloigné de ceux qui sont tenus de la fournir. »

1. Ch. des mises, 19 février 1929. *Gaz. Pal.*, 23 mars 1929 et note.

2. Publiées en partie dans le n° de la *Gaz. Pal.*, précitée.

Députés (1). Ce député, favorable au maintien de l'intervention du juge de paix, s'exprimait ainsi :

« La loi du 17 février 1924 n'a pas fait connaître devant quel juge de paix l'abandonné devra faire sa déclaration. Il a été soutenu que le seul juge compétent était celui du domicile ou de la résidence du délinquant : interpréter ainsi la loi c'était refuser toute action aux pauvres gens sans ressources qui ne peuvent ni opposer les frais d'un déplacement, ni rémunérer un mandataire. Pour prévenir un résultat semblable, nous autorisons expressément le plaignant à faire sa déclaration devant le juge de paix de son propre domicile. *Quant au Tribunal compétent pour statuer correctionnellement, ce sera de préférence celui du lieu où réside le débiteur ou bien celui du lieu où il aura été appréhendé. Au cas où ce débiteur aura disparu, nous nous proposons de donner compétence au Tribunal dans la circonscription duquel le titre de pension aura été obtenu.* »

Ainsi, l'auteur du projet qui allait aboutir à la loi du 3 avril 1928, envisageait diverses compétences pour la répression du délit d'abandon de famille, et à aucun moment, il n'a parlé de celle de la juridiction du lieu du domicile du créancier de la pension. Cependant, on vient de le voir, M. le Député Marin avait lui-même souligné l'intérêt que mérite le créancier souvent sans ressources. Comment, dans ces conditions, et alors que depuis 1925 le Parlement n'a point

1. Séance du 7 avril 1925 (*J. off. Doc. parl.*, août 25, p. 603).

manifesté d'autre intention, comment décider, en s'appuyant sur la loi votée en 1928, que l'article 1247 C. Civ. a été tacitement écarté et que la pension est devenue portable?

N'est-il pas plus logique de penser que, comme l'indiquait le projet de loi de 1925, le législateur n'a point entendu, pour faciliter la répression du délit d'abandon de famille et l'obtention de la pension alimentaire, déroger au droit commun, mais qu'il a voulu, au contraire, modifier les règles de compétence établies par le C. I. C., de façon à les accommoder à l'article 1247 C. Civ. En édictant que le Tribunal compétent sera celui dans la circonscription duquel la pension devait être payée ou les subsides fournis, la loi n'a point dit que désormais la pension serait « portable », mais que seule devrait être saisie la juridiction du lieu où la pension « quérable » devait être cherchée.

C'est là, pourra-t-on dire à juste titre, une modification légale d'un effet bien modeste. L'innovation consistait seulement à écarter la compétence du lieu de l'arrestation, puisque le lieu du délit se confond, en la matière, avec le lieu du domicile du délinquant.

Nous en convenons très volontiers, en exprimant le regret que l'intérêt mérité par les bénéficiaires de pensions alimentaires, la multiplicité des cas dans lesquels les débiteurs de ces pensions se dérobent à leurs devoirs, l'utilité d'une prompte répression, n'aient point incité le législateur à déroger au droit commun dans le sens indiqué par le jugement du

22 novembre 1928 (1). Mais on ne saurait trouver, ainsi que le soutient cette décision, « dans l'esprit et dans la lettre même du texte » la volonté « expresse » de différencier les bénéficiaires des pensions alimentaires des créanciers ordinaires envisagés par l'article 1247 C. Civ. Dans la lettre? certainement pas. Dans l'esprit? comment faire mieux pour se pénétrer de l'esprit d'un texte, que de chercher ce qu'ont dit ceux qui l'ont élaboré? Or, ils ne se sont exprimés qu'une fois et de façon nette en 1925, et depuis, ils se sont bornés à dire : Il suffira de préciser le Tribunal compétent pour connaître de la poursuite : Si l'ordonnance du juge ou le jugement du Tribunal ne le précise point ou rentre dans le droit commun.... »

Il ne nous paraît pas qu'on puisse, en droit, attaquer l'argumentation admise par la Chambre des Mises en Accusation.

On lui reproche cependant de pousser jusqu'au paradoxe la recherche de l'intention du législateur et l'étude des travaux préparatoires, pour aboutir à une solution manifestement contraire à l'esprit de la loi. Le but évident de cette loi disent, en effet, les détracteurs de l'arrêt est de réprimer sévèrement et rapidement tout manquement à l'obligation de secours qui existe entre les membres d'une même famille : or, la Chambre des Mises, rend, par son interprétation du texte, les poursuites toujours difficiles, souvent inefficaces (débiteur sans domicile connu)

1. Voy. ci-dessus, p. 113, note 2.

et parfois même impossibles (pluralité de débiteurs). Au lieu de chercher à appliquer la loi, elle s'attache à en démontrer l'absurdité!

On ne peut manquer d'être frappé par la valeur de l'objection, mais, à notre avis, les arguments de droit doivent l'emporter malgré tout sur la simple équité, et l'on doit décider, tant que le législateur n'aura pas modifié le texte de la loi (1), que la pension alimentaire est quérable : la jurisprudence ne peut que faire état des textes existant et il n'est pas en son pouvoir de les modifier.

Il n'apparaît pas que la question de compétence ainsi résolue puisse soulever des difficultés « d'ordre international privé », le délit d'abandon de famille commis en France se trouvant toujours, en pratique, jugé en France, puisque le lieu du paiement de la pension et le lieu de la poursuite doivent coïncider.

La compétence *ratione personæ* ne soulève, en matière d'abandon de famille, aucune difficulté spéciale : on applique les règles ordinaires :

La juridiction compétente est le Tribunal de Police correctionnelle, si l'auteur du délit est un simple particulier; la Cour d'Appel, si l'inculpé bénéficie du privilège de juridiction.

Depuis la loi du 9 mars 1928 qui attribue aux Tri-

1. Nous croyons savoir qu'une proposition de loi va être incessamment déposée à ce sujet. Il est en effet indispensable de hâter la solution de ces conflits d'attributions. De nombreuses procédures étant actuellement en suspens par suite de l'incertitude de la jurisprudence, et une catégorie de justiciables spécialement dignes de pitié se trouvant injustement lésés.

bunaux correctionnels la connaissance des délits de droit commun, commis par les militaires de l'armée de terre, il n'y a plus de distinction à faire entre les inculpés appartenant à l'armée et les simples particuliers (1), tous sont également justiciables du Tribunal de Police correctionnel.

1. Le Code de justice militaire pour l'armée de mer n'ayant pas encore été révisé, les marins coupables du délit d'abandon de famille doivent être traduits devant les conseils de guerre maritimes.

CHAPITRE V

PROCÉDURE

La loi du 7 février 1924 avait institué, en matière d'abandon de famille, une procédure hybride rappelant les préliminaires de conciliation de la procédure civile et comme telle, se déroulant devant le juge de paix.

Pour que la poursuite devant les Tribunaux répressifs fut possible, il fallait, au préalable, que le coupable, convoqué devant le juge de paix, dûment chapitré par ce magistrat et averti des conséquences pénales de son omission, ait persisté dans son attitude et refusé, sans motif plausible, de verser les arrérages de la pension alimentaire, qu'il avait été condamné à payer. Le juge de paix rédigeait un procès-verbal dans lequel il constatait l'existence de la pension et la carence du débiteur; il transmettait ensuite cette pièce au Procureur de la République qui alors, et seulement, se trouvait saisi et pouvait entamer les poursuites.

Cette intervention préalable du juge de paix se justifiait, dans la pensée du législateur, par la raison, que l'on était « en matière familiale ». Il est en effet de tradition, en droit pénal, d'enlever au Ministère

public toutes occasions de s'immiscer dans les conflits familiaux... (comme si on pouvait redouter qu'il s'ingénie à rechercher de telles occasions, et à troubler, au nom de l'ordre public, cette paix des foyers si fragile, qu'on éprouve le besoin d'en confier la garde à des juges *ad hoc*!)

M. L. Marin qui, dans sa proposition de loi du 7 avril 1925 préconisait le maintien de l'intervention du juge de paix, le faisait en ces termes :

« Pour mieux préciser l'utilité et le but de l'intervention du juge de paix, nous déclarons que les délinquants seront convoqués devant ce magistrat aux fins de constat et de conciliation. Nous estimons, en effet, *qu'avant de laisser un parent intenter des poursuites pénales contre un parent il convient de recourir au préliminaire de conciliation, sous l'autorité morale du juge familial* (1).

Celui-ci est, d'ailleurs, très bien placé pour apprécier le degré de culpabilité des individus appelés devant lui, pour les amener par la persuasion, à l'accomplissement de leurs obligations et pour renseigner le Parquet dans son Procès-verbal. »

Cependant, en pratique, l'institution nouvelle n'avait pas donné les résultats merveilleux qu'on semblait attendre. On avait trop compté sur la bonté fondamentale des délinquants et sur le talent de persuasion des magistrats conciliateurs, facteurs qui

1. A ce titre, il « conviendrait » alors d'étendre une fois de plus la compétence des juges de paix et de soumettre à leur autorité morale, les plaintes en adultère, bigamie, etc..

doivent rester étrangers aux règles de la procédure. Pour une instance évitée, que de poursuites inutilement compliquées, que d'atermoiements! Seuls, les débiteurs de mauvaise foi tiraient un avantage certain de ces formalités : Après un délai de grâce de trois mois, ils avaient encore la possibilité de se soustraire pendant quelque temps à leurs obligations, tandis que leurs victimes attendaient impatiemment des subsides. Bien plus, dûment avertis par le juge de paix des poursuites dont ils devaient être l'objet, ils se sentaient encouragés, dans la plupart des cas, à partir sans laisser d'adresse...

En plus de ces inconvénients « de fait », le préliminaire de conciliation avait, en droit, soulevé de multiples controverses : D'après la majorité des auteurs, on devait, en cette matière, appliquer les règles de la procédure civile et ce mélange des procédures civiles et criminelles n'allait pas sans difficultés. On comprend donc, dans ces conditions, que le législateur de 1928, abandonnant sur ce point la proposition Marin, n'ait pas cru devoir maintenir l'intervention du juge de paix.

Comme le faisait très justement remarquer, dans son rapport M. le Député Cautru (1) « Le délit d'abandon de famille lui paraît (à la commission de législation de la Chambre) être un délit comme un autre, devant être déféré au Parquet, instruit et jugé suivant les méthodes ordinaires. »

1. Ch. des députés, séance du 24 mars 1927. Doc. ann. 4204.

Ainsi, la procédure à suivre en matière d'abandon de famille, n'est plus, depuis la loi du 3 avril 1928, soumise à des règles spéciales.

Elle n'appelle de notre part aucune observation puisqu'elle consiste en la simple application des principes ordinaires de la procédure criminelle. Nous nous bornerons donc à résumer brièvement le mécanisme des poursuites.

§ 1. — EXERCICE DE L'ACTION PUBLIQUE

L'action publique peut être mise en mouvement : soit par le Procureur de la République, soit par la partie lésée. En général, le Ministère Public n'intervient que lorsqu'il est saisi d'une plainte, mais il n'y a aucune raison pour lui refuser de poursuivre d'office (comme il le fait habituellement) les abandons de famille dont il a connaissance.

Sans doute, le législateur admet que pour certains délits « familiaux » l'intérêt de la famille doit passer avant celui de la répression : la mise en mouvement de l'action publique est alors subordonnée à un dépôt de plainte : ainsi en matière d'adultère. Mais ici, rien de tel n'a été prévu par le législateur et dans le silence du texte, on doit admettre que la règle générale formulée par l'article 22 du Code d'Instruction criminelle doit recevoir son application.

Il n'y a pas lieu de craindre d'ailleurs, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, qu'en pratique, l'intervention du Ministère Public, en cas de non-

paiement d'une pension alimentaire, soit de nature à troubler gravement la paix des familles. En effet, même dans les hypothèses où il pourrait y avoir quelque espoir d'apaisement, ce qui peut agir le plus efficacement sur le coupable, c'est, comme le fait remarquer très justement M. Latreille (1) : « la poursuite, ou peut-être plus encore la simple menace de la poursuite d'office, ou même l'existence de sa seule possibilité ».

Observons enfin qu'il est des cas où le Procureur de la République interviendra « d'office » fort utilement, alors que les intéressés n'oseraient pas ou même ne pourraient pas poursuivre avec efficacité.

Agissant de lui-même ou saisi par une plainte (2), le Procureur de la République poursuivra le coupable comme à l'ordinaire (3) : il pourra soit requérir ouverture d'une information, soit user de la citation directe, soit même, s'il y a lieu, se servir de la procédure de flagrant délit, puisqu'une peine d'emprisonnement est encourue (4). Signalons enfin que dans tous les cas où il est saisi par une plainte, la loi lui fait une obligation d'exiger avant d'engager les poursuites, que

1. Thèse précitée, p. 104.

2. Si une plainte est adressée au Procureur de la République, il lui est loisible de la classer sans suite, s'il ne la juge pas fondée ; il peut également, avant toutes poursuites, faire procéder à une enquête officieuse.

3. Nous laissons de côté les cas exceptionnels où l'inculpé peut se prévaloir, par exemple, du privilège de juridiction ou de l'immunité parlementaire.

4. Cas très exceptionnel ainsi qu'on le verra en se reportant aux statistiques.

le plaignant lui remette l'expédition de la décision accordant la pension, ainsi que les actes de poursuite déjà effectués (loi de 1928, art. 2).

§ 2. — EXERCICE DE L'ACTION PUBLIQUE
PAR LA PARTIE LÉSÉE

La partie lésée pourra toujours mettre en mouvement l'action publique, soit en usant de la citation directe (art. 3, C. I. C.), soit en déposant une plainte *avec constitution de partie civile*. Le dépôt de la plainte pourra être fait soit au Procureur de la République (1), qui est alors obligé d'ouvrir une information, soit directement entre les mains du juge d'instruction (art. 63).

Dans tous les cas où l'action publique est mise en mouvement par la partie lésée, « le titre de pension et tous actes de poursuite ou d'exécution auquel il aurait été procédé, devront être déposés entre les mains du Procureur de la République en même temps que la plainte » (art. 2 de la loi de 1928). Le texte étant catégorique, on doit logiquement conclure que, si le titre de créance n'est pas produit, la juridiction saisie devra rendre une ordonnance ou un jugement, déclarant irrecevable en l'état la constitution de partie civile.

Le juge d'instruction saisi pourra délivrer mandat contre l'inculpé, mais la mise en liberté provisoire

1. Ou d'un officier de police judiciaire, auxiliaire du Procureur de la République.

sera de droit cinq jours après le premier interrogatoire, pour le prévenu domicilié, puisque la peine d'emprisonnement qu'il encourt est inférieure à deux ans (C. I. C., art. 113).

La plainte, avec constitution de partie civile, en même temps qu'elle met en mouvement l'action publique, saisit les Tribunaux répressifs de l'action civile.

A ce titre, la constitution de partie civile pourra, comme toujours, intervenir utilement au cours de l'instance, lorsque celle-ci aura été engagée à la diligence du Ministère Public; elle pourra ainsi avoir lieu jusqu'à la clôture des débats, devant le Tribunal répressif (1).

Au point de vue civil, la partie lésée pourra réclamer devant la juridiction répressive, la réparation du préjudice résultant du délit lui-même. En dehors d'un « préjudice moral », il peut arriver, en effet, que le retard apporté au paiement des subsides ait causé au créancier un dommage matériel : il peut avoir été contraint par la carence de son débiteur à de dures privations, ou obligé d'emprunter dans des conditions onéreuses. Le montant des réparations à allouer, en général peu élevé, sera laissé à l'appréciation du Tribunal (2).

Il faut remarquer, par contre, que le créancier ne

1. La victime pourrait également porter sa demande de dommages-intérêts devant les tribunaux civils.

2. Le paiement en sera assuré par la contrainte par corps (loi du 22 juillet 1867, art. 3).

pourra pas demander à la juridiction répressive la condamnation de son débiteur au paiement des termes échus. La créance alimentaire, en effet, résulte d'un jugement civil et n'a pas sa source dans le délit dont le Tribunal est saisi. C'est le titre qu'il a obtenu par ailleurs, le jugement civil, revêtu de la formule exécutoire, qui doit alors être ramené à exécution.

CHAPITRE VI

PÉNALITÉS

Les pénalités prévues par la loi du 3 avril 1928 contre ceux qui se sont rendus coupables d'abandon de famille, consistent en une peine principale, des peines complémentaires et des déchéances.

§ 1. — PEINES PRINCIPALES

Le texte de l'article premier donne aux Tribunaux la faculté de choisir entre deux peines et de prononcer soit un emprisonnement de trois mois à un an, soit une amende de 100 à 2.000 francs. Les juges jouissent donc d'une très grande liberté et peuvent, en toute indépendance, proportionner la condamnation à la gravité des faits et à la culpabilité du prévenu. Mais ils ne peuvent prononcer à la fois l'emprisonnement et l'amende et ajouter, par exemple, à une peine de prison avec sursis, une amende, aussi minime fut-elle.

Le taux des peines est assez élevé (à l'heure actuelle, une amende de 2.000 francs représente, avec les décimes, 15.000 francs) : le législateur a considéré avec raison que l'importance des pénalités encourues

empêcherait les débiteurs de pensions alimentaires de se soustraire trop facilement à leurs obligations.

En outre, la répression est plus forte en cas de récidive : le Tribunal ne peut plus opter entre l'amende et la prison : « la peine d'emprisonnement sera toujours prononcée » (Loi de 1928, art. 1, § 2).

La loi crée ici une récidive particulière, écartant implicitement l'application des règles de la petite récidive établie par la loi du 26 mars 1891, modifiant l'article 58 du C. P. (1).

Il faut donc entendre le mot récidive dans son sens le plus large et, faute de conditions particulières imposées par la loi, décider qu'est en état de récidive celui qui, après une première condamnation définitive pour abandon de famille, commet à nouveau ce même délit (quand bien même les premiers juges n'auraient prononcé contre lui qu'une peine d'amende).

Certains auteurs (2) estiment, dans le silence des textes, qu'il peut même y avoir récidive quel que soit le temps écoulé entre les deux condamnations. Cette interprétation nous paraît devoir être écartée : il semble, en effet, improbable que le législateur ait entendu se montrer, pour les récidivistes du délit d'abandon de famille, aussi dur que pour les récidivistes de crime à crime et que son intention ait été

1. Il est en effet de jurisprudence constante en matière de récidive, que lorsqu'une loi prévoit pour un certain délit des règles particulières, ces règles seules doivent être appliquées. Voy. en matière de chasse : Cass., 21 avril 1885. D. P. 55.1.22.

2. M. F. Goyet, article précité.

d'instituer dans la loi de 28 une nouvelle sorte de récidive perpétuelle (1). Le silence de ce texte implique, à notre avis, retour au droit commun (art. 58) et on décidera en conséquence, que le second délit d'abandon de famille devra, pour constituer le 2^e terme d'une récidive, être commis dans un délai de cinq ans à partir de l'expiration de la précédente peine, de sa remise gracieuse ou de sa prescription.

La jurisprudence n'a évidemment pas encore eu à se prononcer sur cette question.

L'article premier de la loi de 28 permet, dans tous les cas, de faire bénéficier le délinquant des dispositions de l'article 463 C. P. sur les circonstances atténuantes. Ainsi, le Tribunal constatant l'état de récidive et obligé de prononcer une peine d'emprisonnement pourra, à raison des circonstances atténuantes, réduire la durée de cette peine à un jour.

Enfin le bénéfice de la loi de sursis pourra être accordé au délinquant, qui antérieurement à l'infraction, n'aura pas été condamné à une peine d'emprisonnement pour crime ou délit de Droit commun.

§ 2. — PEINES COMPLÉMENTAIRES ET DÉCHÉANCES

Elles ne sont pas encourues de plein droit et doivent par conséquent être prononcées « formelle-

1. On peut remarquer, il est vrai, que le premier terme de la récidive, s'il est censé subsister perpétuellement, doit du moins disparaître au bout d'un certain délai par le jeu normal de la réhabilitation de droit. Il est même susceptible d'être annihilé plus tôt par suite de la réhabilitation judiciaire ou de l'amnistie.

ment » (mais non obligatoirement) par le Tribunal.

Celui-ci peut, en premier lieu, priver le condamné quel qu'il soit (1), de ses droits civiques : ces droits sont ceux énumérés aux trois premiers paragraphes de l'article 42 du C. P. (droit de vote, d'éligibilité, d'être juré, d'être nommé à des fonctions publiques ou de les exercer). La durée de la privation sera fixée par le Tribunal : la loi n'ayant indiqué aucun maximum, elle pourra être temporaire ou perpétuelle (2).

En second lieu, si la condamnation est prononcée contre le père ou la mère pour défaut de versement d'une pension alimentaire à leur enfant mineur, ceux-ci peuvent être déchus de la puissance paternelle.

Remarquons qu'en permettant aux Tribunaux de frapper de la déchéance de Puissance Paternelle les parents coupables du délit d'abandon de famille envers leurs enfants, la loi du 7 février 1924 a créé un nouveau cas de « déchéance facultative ». Ce cas n'était prévu ni par la loi du 24 juillet 1889, ni par celle du 15 novembre 1921 qui l'a modifiée. Ainsi, faute d'un texte, la procédure de déchéance ne pouvait être exercée contre les parents les plus coupables : par exemple, contre le père qui, après divorce ou séparation de corps, ne payait pas la pension alimentaire dont le montant, fixé par décision de justice, était destiné à assurer la subsistance de ses enfants.

1. Sous l'empire de la loi de 1924, la privation était encourue seulement par les père et mère coupables.

2. Garçon, C. P. ann., art. 42, p. 96, § 30.

Les dispositions de la loi de 1924 sur l'abandon de famille sont donc venues compléter heureusement l'article 2 de la loi du 24 juillet 1889.

Ce rapprochement des deux textes permet de conclure que le retrait des droits de puissance paternelle pourra, dans le cas nouveau prévu par la loi de 1924, comme dans ceux énumérés par la loi de 89, n'être que partiel : le Tribunal pourra donc se borner à priver le père ou la mère de certains attributs de la puissance paternelle, et même seulement à l'égard de l'un des enfants. Il appliquera, d'une façon générale toutes les dispositions de la loi de 1889 qui concernent les déchéances facultatives (art. 9 et suivants) et aussi la restitution de la puissance paternelle ou de certains droits aux parents qui s'en sont montrés dignes (art. 15 et suivants).

*
* *

Aux pénalités que nous venons d'énumérer, l'article 3 de la loi de 1924 a ajouté une sanction civile en étendant au cas d'abandon de famille les dispositions de l'article 222 du C. civil : le mari, condamné en vertu de la loi de 1924 est, de plein droit, privé d'une partie de l'autorité maritale : sa femme n'est plus forcée de s'adresser à lui lorsqu'elle désire accomplir un des actes qu'elle ne saurait faire valablement sans son autorisation : elle peut, en effet, très facilement remplacer l'autorisation matirale par une auto-

risation de justice (1). Elle n'aura pas à appeler son mari en cause, ni à lui envoyer de sommation préalable, il lui suffira de s'adresser au Tribunal civil qui, statuant en chambre du conseil, et en matière gracieuse, pourra l'autoriser à contracter ou à ester en justice.

Remarquons que c'est dans le cas où le mari n'aura pas payé à sa femme la pension alimentaire qu'il était condamné à lui verser, et dans ce cas seulement, qu'il sera déchu d'une partie de son autorité maritale : la disposition nouvelle insérée dans l'article 222 du C. civ., est manifestement étrangère aux autres délits d'abandon de famille que pourrait commettre le mari, par exemple en ne payant pas la pension par lui due à un ascendant. Ce que le législateur a voulu, c'est mettre fin à une situation pénible pour la femme qui, abandonnée par son mari, n'en reste pas moins sous la dépendance de celui-ci : à ce titre, il semble même que les auteurs de la loi auraient pu priver totalement de son autorité maritale celui qui se désintéresse ainsi du sort de sa famille. La question a été discutée à la Chambre des Députés (2), mais finale-

1. C'est évidemment pour elle une simple faculté : l'autorisation qu'elle obtiendrait de son mari condamné pour abandon de famille serait toujours valable, et comme le fait très justement remarquer M. F. Goyet (article précité) : « Les tiers ne sauraient opposer à la femme une déchéance édictée dans son propre intérêt. »

2. M. Louis Marin avait proposé de réduire l'autorisation maritale, en signalant tous les articles du Code civil que le délit d'abandon de famille pouvait intéresser. Remarquons d'ailleurs qu'en pratique, une telle réduction ne produirait effet

ment on s'est borné à compléter l'article 222 du C. Civ., de crainte qu'une disposition générale insérée dans la loi, ne soulève des difficultés sans nombre, ou n'entraîne des bouleversements par trop importants dans certains articles du Code Civil.

que pendant un temps limité : jusqu'à ce qu'intervienne le jugement de divorce ou de séparation de corps !

CHAPITRE VII

STATISTIQUES

Avant de tirer de cette étude sur le délit d'abandon de famille, tel qu'il est prévu et puni par la loi française, les conclusions qu'elle comporte, il nous a paru intéressant de dresser le bilan des poursuites exercées depuis la création de la loi et de donner un aperçu des résultats pratiques de la répression.

Il était malheureusement impossible de dresser avec toute l'exactitude voulue des statistiques portant sur la France entière, d'une part, à raison des délais (trois ans environ) qui sont nécessaires au Bureau des Statistiques du Ministère de la Justice pour totaliser les chiffres qui lui sont envoyés annuellement par les chefs de Cour, d'autre part, à cause de l'insuffisance des renseignements fournis par ces derniers : le délit d'abandon de famille ne faisant sur les états récapitulatifs, l'objet d'une rubrique distincte, que depuis l'année 1927.

Nous avons donc borné notre étude *au seul ressort de la Cour d'Appel de Paris*, pour lequel nous avons la possibilité de constituer des statistiques complètes en utilisant les états détaillés fournis par les Parquets.

Ce sont les chiffres portés à ces états que nous avons répartis en plusieurs tableaux de la façon suivante :

1^o Poursuites abandonnées : 1^o Par le Parquet, tableau A₁; 2^o après instruction, tableau A_{II}.

2^o Jugements non frappés d'appel, rendus par les Tribunaux du ressort, tableau B.

3^o Arrêts de la Cour, tableau C.

Chacun de ces tableaux ayant trait à des affaires distinctes (autrement dit, une même affaire n'ayant pu, en principe, être comptée dans 2 tableaux différents), le nombre total des poursuites abandonnées et des décisions rendues en matière d'abandon de famille s'obtiendrait en additionnant les chiffres fournis par chacun des tableaux ci-après (1).

1. Les statistiques ci-après commencent à l'année 1925. La loi ayant été promulguée en septembre 1924, et un délai de grâce de 3 mois devant s'écouler avant toutes poursuites (Voy. chap. 1^{er}, sect. III), le nombre des procédures réglées en 1924 n'était susceptible de fournir aucun élément d'appréciation intéressant. Nous avons pu faire le relevé des décisions de la Cour pour l'année 1928, mais pour les tribunaux du ressort, nous avons dû nous arrêter à l'année 1927, les états dressés annuellement par les tribunaux d'arrondissement ne devant être envoyés au Parquet général qu'au mois de mai de l'année suivante.

TABLEAU A1

ABANDON DE FAMILLE

RÉCAPITULATION DES ÉTATS DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Affaires classées dans les Parquets (1).

Années	Nombre total des affaires d'abandon de famille classées	Motif d'abandon					Etat général des affaires classées concernant les délits communs	
		Faits ne constituant ni crime ni délit	Auteurs inconnus	Faits sans gravité ou n'intéressant pas essentiellement l'ordre public	Etat mental de l'inculpé	Charges insuffisantes contre les inculpés désignés		Autres motifs
1925	54	24	»	6	»	44	10	81.839
1926	461	36	»	»	»	104	21	86.685
1927	483	60	»	»	1	96	26	87.553

1. Le pourcentage normal des affaires classées sans suite chaque année dans le ressort varie entre 55 à 60 %.

TABLEAU AII

ABANDON DE FAMILLE

RÉCAPITULATION DES ÉTATS DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Etat des affaires réglées par des ordonnances des juges d'instruction, non suivies d'opposition, qui renvoient des poursuivies les inculpés.

Années	Nombre total des ordonnances de non-lieu	Motifs du non-lieu			Total général des non-lieu concernant les délits communs
		Faits ne constituant ni crimes ni délits	Charges insuffisantes contre les inculpés	Auteurs inconnus	
1925	24	3	21	»	7.066
1926	31	5	26	»	6.141
1927	22	2	20	»	6.018

TABLEAU B

ABANDON DE FAMILLE

RÉCAPITULATION DES ÉTATS DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Etat des jugements prononcés soit contradictoirement, soit par défaut (1, (2) par les tribunaux du ressort.

Années	Nombre d'affaires	Nombre de prévenus	Affaires poursuivies à la requête		Prévenus		Résultat des poursuites			Nombre de sursis à l'exécution de la peine (Loi du 26 mars 1891)	Nombre total		
			De la partie civile	Du Ministère public	Hommes	Femmes	Acquittés	Condamnés			Des affaires jugées dans le ressort	Des prévenus jugés dans le ressort	
								Citation directe	Instruction				A la prison
1925	386	395	1	296	89	388	7	28	271	96	416	39.701	44.807
1926	307	341	2	255	50	302	9	23	195	93	72	42.702	48.077
1927	478	478	2	399	77	478	»	49	286 (3)	143	94	47.963	54.236

1. Lorsque dans le cours de l'année un jugement rendu par défaut, a été frappé d'opposition et remplacé par un nouveau jugement (par défaut ou contradictoire) ce dernier seul est porté dans l'état ci-dessus. Mais dans le cas où le jugement par défaut n'a pas été frappé d'opposition avant le 31 décembre il doit être porté sur l'état de l'année. S'il est frappé d'opposition, l'année suivante, le jugement qui s'en suivra figurera à son tour sur le nouvel état : Par suite du chevauchement sur deux années, une même affaire peut donc être compléée deux fois. L'erreur qui en résulte nous a paru trop peu importante pour mériter d'être très exactement déterminée. (Nous avons trouvé pour l'année 1927, 15 affaires seulement à déduire) indiquons seulement que *les chiffres donnés doivent être réduits dans la proportion de 3,14 %*.

2. Les jugements frappés d'appel ne figurent pas dans cet état ; mais dans le suivant (Tableau C).
 3. Les condamnations à l'emprisonnement prononcées en 1927 se répartissent ainsi :

Emprisonnement	De 3 mois et 1 jour à 1 an inclus ..	4
	De 6 jours à 3 mois inclus	279
	De moins de 6 jours	3
Total		286

ABANDON DE FAMILLE

STATISTIQUES DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Etat général des appels jugés en matière d'abandon de famille et de leurs résultats (Arrêts définitifs).

Années	Nombre		Nombre des prévenus			Nombre des prévenus à l'égard desquels ont été rendus des arrêts						Nombre total		
	des affaires jugées en appel	Des prévenus	Appelés	Intimés	Appellants et intimés tout à la fois	Qui confirment les jugements			Qui amendent ou modifient les jugements de 1 ^{re} instance en			Des appels	Des prévenus	
						D'acquiescement	De condamnation	D'incompétence	Condamnant des individus acquittés	Acquittant des individus condamnés	Aggravant la peine			Diminuant la peine
1925	50	50	"	5	45	5	15	"	"	17	1	12	4.256	4.921
1926	69	69	7	"	62	"	34	"	"	7	6	22	4.307	5.019
1927	92	92	"	"	92	"	45	"	"	11	3	33	5.969	7.014
1928	95	99	"	2	97	2	37	"	"	10	3	47	?	?
1929 (1)	29	30	"	"	30	"	14	"	"	"	6	10	?	?

1. Jusqu'au 15 avril seulement.

TABLEAU ANNEXE ABANDON DE FAMILLE

Etat détaillé (1) des jugements prononcés en 1926 par chacun des tribunaux du ressort.

	Nombre d'affaires	Nombre de prévenus	Affaires poursuivies à la requête		Prévenus		Nombre des prévenus acquittés	Résultat des poursuites		
			De la partie civile	Du Ministère public		Hommes		Femmes	Nombre de prévenus	
				Citation directe	Instruction				Condamnés	Nombre des prévenus condamnés avec sursis
Troyes	13	13	»	10	3	13	»	2	11	»
Chartres	10	10	»	10	»	10	»	6	»	3
Reims	12	12	»	12	»	12	»	10	1	2
Châlons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Melun	6	6	1	5	»	6	»	5	»	»
Meaux	14	14	1	13	»	14	»	11	3	»
Versailles	53	53	»	53	»	53	»	7	46	9
Corbeil	16	16	»	16	»	16	»	4	9	1
Pontoise	16	16	»	16	»	16	»	11	5	»
Auxerre	9	12	»	9	»	10	2	5	6	7
Sens	2	3	»	2	»	2	1	»	3	»
Seine	156	156	»	109	47	150	6	134	9	50
Totaux	307	311	2	255	50	302	9	195	93	72

1. Ce tableau permet de se rendre compte de la différence entre le nombre d'affaires d'abandon de famille jugées respectivement par le tribunal correctionnel de la Seine et par chacun des tribunaux du ressort.

OBSERVATIONS

L'abandon de famille est poursuivi dans la majorité des cas : « A la requête du Ministère Public ». Ceci suffirait, s'il en était besoin, à justifier l'utilité des « poursuites d'office » que d'aucuns prétendaient interdire, au nom de l'intérêt familial.

On ne relève évidemment aucune poursuite « à la requête d'une administration ou d'un établissement public »; l'Action Publique est exercée par les Procureurs de la République, conformément aux règles édictées par le C. I. C. (Au cours de ces quatre années en effet la loi du 20 mai 1863 n'a jamais été appliquée en matière d'abandon de famille).

*
* *

Tous les prévenus étaient en liberté au jour du jugement.

*
* *

Tous étaient âgés de plus de 21 ans au moment des faits.

*
* *

Nous avons fait figurer dans les dernières colonnes

de chaque tableau, des chiffres de comparaison permettant d'établir le rapport existant entre le nombre d'affaires correctionnelles jugées chaque année par les Tribunaux du ressort et par la Cour d'Appel, et le nombre de condamnations prononcées pour abandon de famille :

Ajoutons qu'il résulte de l'examen des statistiques générales que les décisions des Tribunaux du ressort se répartissent chaque année de la façon suivante :

Compte non tenu des décisions des tribunaux pour enfants.

Acquittement 4 %.

Condamnations à l'emprisonnement 60 à 69 %.

Condamnations à l'amende seulement 27 %.

Sursis à l'exécution de la peine 10 à 12 %.

La comparaison des divers tableaux entre eux permet de se rendre compte des conditions dans lesquelles s'exerce en pratique — normalement et utilement — la répression du délit d'abandon de famille.

CONCLUSION

La répression du délit d'abandon de famille correspondait à une nécessité : le nombre croissant des poursuites intentées depuis le vote des lois de 1924 et 1928 établit incontestablement l'utilité des sanctions pénales; leur efficacité apparaît déjà certaine et l'on peut espérer que ces lois exerceront, à l'avenir, la plus salubre influence sur la moralité publique, en rappelant à leurs devoirs de famille une grande partie de ceux qui seraient enclins à les oublier trop facilement.

En fait, les résultats pratiques obtenus ont démontré l'excellence de l'intervention législative, et celle-ci même n'a soulevé en Droit aucune objection de principe. Les critiques, en général, ont porté non point sur le fondement du « Droit de punir », mais sur ses modalités ou sur certains détails de procédure (1).

Il semble donc généralement accepté, à l'heure actuelle, que les obligations de famille ne sont pas

1. Nous avons signalé ces difficultés en leur temps. Rappelons toutefois que la plus importante, celle qui a trait aux règles de la compétence, paraît devoir entraîner une intervention législative.

d'une nature telle qu'elles ne puissent supporter de sanctions pénales.

*
* *

Mais l'œuvre du législateur de 1924 et 1928, si elle apparaît ainsi nécessaire, n'en doit pas, pour cela, être considérée comme suffisante.

Il ne faut pas oublier que l'autorité familiale, sapée par les lois, les révolutions et les mœurs, se trouve, à l'heure actuelle, diminuée et menacée dans son existence même.

La famille, « une des plus précieuses conquêtes de la civilisation », comme le remarquait M. Marin, se dissocie chaque jour davantage. Les honnêtes traditions ne sont plus assez fortes pour la soutenir, et encore moins le respect...

Si le législateur n'a pas le pouvoir de faire renaître les vertus familiales, du moins peut-il veiller activement à leur conservation et donner un utile appui à la morale fléchissante : son rôle est aujourd'hui de créer un ensemble de mesures destinées à définir et à sanctionner les droits et devoirs de famille : il ne suffit donc pas de parer à la hâte aux plus pressants besoins, il faut donner à l'antique institution le Code qui lui est nécessaire et assurer légalement la protection des droits essentiels et l'exécution des obligations qui sont à la base du statut familial.

C'est d'ailleurs ce que réclamait déjà M. Garçon, lorsque, le 11 février 1914, à la Société des prisons, il proposait « de donner une sanction pénale à l'obli-

gation sociale prévue par le Code Civil d'éducation, d'assistance qui s'ajoute à celle de subsistance : le mari doit à la femme aide et protection, celle-ci doit au mari l'obéissance, l'un et l'autre se doivent réciproquement fidélité, secours et assistance, le devoir de fidélité est sanctionné par les peines de l'adultère, les autres doivent être sanctionnés également ».

Même si l'on restreint le problème comme l'a fait le législateur de 1924 et 1928 à la sanction pénale du seul devoir de subsistance, on doit reconnaître que les textes actuels sont nettement insuffisants : ils n'assurent pas l'exécution de toutes les obligations envisagées et ne sanctionnent, pénalement, l'abandon de famille, que lorsque celui-ci est perpétré au mépris d'une décision de justice. A ce titre, on a pu dire qu'ils n'avaient fait que de rétablir, dans certains cas déterminés, la contrainte par corps pour le paiement des obligations alimentaires.

En limitant la répression au seul cas de non paiement d'une pension alimentaire résultant d'une décision de justice, le législateur, il est vrai, a entendu faire œuvre démocratique, se préoccupant avant tout d'assurer le paiement des petites pensions, de celles qui, en pratique, sont destinées à assurer la subsistance d'une famille. Mais il a laissé ainsi sans protection les créanciers de pensions alimentaires dues en vertu d'une convention. De telles conventions, cependant, interviennent souvent dans les milieux aisés, entre ascendants et descendants et ont pour but d'assurer à ceux qui doivent en bénéficier la

persistance d'un train de vie auquel ils étaient habitués. Celui qui se soustrait au paiement d'une pension ainsi due est, en droit pur, aussi coupable que s'il n'avait pas acquitté le montant d'une condamnation. Son inaction cependant ne constitue pas un délit, et il faudra que la victime ait obtenu un jugement civil de condamnation en se basant sur la convention intervenue pour pouvoir ensuite porter plainte contre l'auteur de l'abandon. Cette différence faite entre les diverses catégories de pensions alimentaires n'apparaît pas, en définitive, très équitable. La loi pénale ne doit-elle pas être, avant tout, la même pour tous?

*
* *

Les lois de 1924 et 1928 doivent donc être considérées comme un essai heureux de répression des manquements aux obligations familiales. M. Marin, lui-même, au début de son rapport, ne déclarait-il pas :

« Si peu noble qu'il soit au point de vue moral, et si dangereux qu'il soit au point de vue social de ne pas frapper le coupable qui manque à ses obligations les plus élevées et de ne le frapper que quand il manque « à des obligations pécuniaires fixées par la loi » comme nous allons le proposer, il me semble cependant que cette restriction, *momentanée*, est la condition pratique essentielle pour faire accepter sans délai et appliquer sans hésitation, la pénalisation de l'abandon de famille. »

Aujourd'hui que la répression de l'abandon de famille est admise, c'est-à-dire est « entrée dans les mœurs » et a donné des résultats satisfaisants, le législateur se doit de compléter l'œuvre entreprise.

Il lui faut maintenant développer la notion de « délit contre la famille » introduite dans notre code « à l'état embryonnaire », et annexer au domaine de la loi pénale tous les cas d'abandon de famille qui ne relèvent encore que de la désapprobation des consciences : abandon du foyer conjugal « sans motif avouable », par l'un des deux époux, désertion toujours désastreuse au point de vue familial et social, même lorsque les abandonnés ne sont pas laissés sans ressources; abandon moral de la femme et surtout des enfants : tous ces actes scandaleux que la morale réprouve, mais en définitive tolère, le législateur se doit d'en empêcher la multiplication, en édictant des sanctions pénales appropriées.

Sa tâche, il n'est pas douteux, est ardue, car plus il rendra la répression profonde, et par cela même utile, plus il accroîtra sa force préventive, plus le caractère familial du délit apparaîtra, suscitant à chaque fois de nouvelles controverses.

Mais les difficultés, même les plus ardues, ne sont pas insurmontables; elles ne sont rien d'ailleurs, si on les compare à celles que soulevaient le problème initial de l'intervention du législateur.

Les lois de 1924 et 1928 ont triomphé des premiers obstacles. Elles permettent d'entreprendre avec confiance une œuvre plus complète et plus forte,

et telle enfin qu'elle réponde à la définition donnée par Cambacérès lorsqu'il présentait le premier projet du Code Civil :

« La meilleure législation est celle qui favorise le progrès de la morale publique. »

Vu : le Président de la thèse,
PIÉDELIÈVRE.

Vu le Doyen,
BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- Annuaire de la Législation étrangère*, publiés par la Société de Législation comparée, année 1886, 1894, 1901, 1902, 1904 à 1924 inclusivement.
- BONNECASE. — La Philosophie du Code Napoléon appliquée au droit de famille, Paris, E. de Boccard, 1925.
- CAUTRU. — Rapport à la Chambre des Députés, Séance du 24 mars 1927, *J. Off. Doc. Ann.*, 4204.
- CHARMONT. — « De la Nécessité d'ériger l'abandon de famille en délit » (*Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, t. I, 1901 et 1902).
- CHAZARENC. — Déchéance de la puissance paternelle, Thèse, Toulouse, 1925.
- COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de Droit civil, 3^e édition, t. I, 1921.
- DORGE (Mlle). — L'abandon de famille. Thèse, Lille, 1924.
- GARCON. — Code pénal annoté, article, 312-349 à 353.
- GARRAUD. — Traité de Droit pénal.
- GARSONNET et CÉZAR-BRU. — Traité théorique et pratique de procédure, 2^e édition.
- GOURJU. — Rapport au Sénat. Séance du 17 janvier 1924 *J. Off. Doc. ann.*, n^o 36.
- GOYET. — « Le délit d'abandon de famille après la loi du 3 avril 1928 ». *Les lois nouvelles* du 15 juill. 1928, 1^{re} partie, p. 281 et suivantes.

- GUIBAL. — Rapport à la Chambre des députés au nom de la Commission de législation. Séance du 3 juill. 1923.
J. Off. Doc. ann., n° 6304.
- GIRAULT. — Thèse Poitiers, 1927.
- LATREILLE. — Thèse, Toulouse, 1926.
- LEREBOURS PIGEONNIÈRE. — La famille et le Code civil.
Livre du centenaire, t. I, Paris, Rousseau, 1904.
Les Lois nouvelles, 1^{er} mars 1924, 1^{er} févr. 1925, et 1^{er} mai 1928.
- LUGOL. — Rapport au Sénat. Séance du 12 mars 1928
J. Off. Doc. ann., 340.
- MARIN. — Propositions de loi, tendant à réprimer le délit d'abandon de famille : 1^o du 20 février 1923. *J. Off. Doc. ann.*, n° 5619; 2^o du 7 avril 1925. *J. Off. Doc. ann.*, 1540.
- ROUX. — « L'abandon de famille ». *Les Lois nouvelles* du 1^{er} avril 1925, 1^{re} partie, p. 153.
- TISSIER. — « L'abandon de famille peut-il constituer un délit? » *Revue pénitentiaire et de Droit pénal*, 1914, p. 53 et s. et 600.
- VAN SWINDEREN. — Esquisse du Droit pénal dans les Pays-Bas et à l'étranger, t. I à V (1894 à 1903).
- VELCHE. — La protection de l'enfance en Belgique, Bruxelles, Goemare, 1919.
- VERDUN. — « De l'application de la loi du 7 février 1924, sur le délit d'abandon de famille. » *Les Lois nouvelles*, 15 mars 1925, p. 146.
- VIDAL et MAGNOL. — Cours de droit criminel et de Science pénitentiaire, 6^e édition, 1926.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	7

PREMIÈRE PARTIE

ORIGINE DES SANCTIONS PÉNALES INSTITUÉES POUR ASSURER L'EXÉCUTION DE CERTAINES OBLIGATIONS ALIMENTAIRES.

CHAPITRE I. — Bases de la Répression.	19
Section I. — L'abandon de famille. Acte amoral.	19
Section II. — L'abandon de famille. Acte délictueux.	26
CHAPITRE II. — Exemples de répression fournis par diverses législations étrangères.	31
CHAPITRE III. — Les origines de la répression en France.	40
Section I. — Les Précurseurs.	40
Section II. — Les Travaux préparatoires de la loi du 7 février 1924.	48
CHAPITRE IV. — Les textes : Loi du 7 février 1924; mo- difiée par la loi du 3 avril 1928	55

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE DU DÉLIT D'ABANDON DE FAMILLE.

CHAPITRE I. — Éléments constitutifs	63
Section I. — 1 ^{er} élément constitutif : Qualité du débiteur.	64
Section II. — 2 ^e élément constitutif : Décision de justice.	70
Section III. — 3 ^e élément constitutif : Non paiement.	76
Section IV. — 4 ^e élément constitutif : Intention coupable	82
CHAPITRE II. — Caractères de l'infraction	86
Section I. — L'abandon de famille, délit d'inaction	86
Section II. — L'abandon de famille, délit continu.	87
CHAPITRE III. — Exceptions et fins de non-recevoir.	96
CHAPITRE IV. — Compétence.	107
CHAPITRE V. — Procédure.	120
CHAPITRE VI. — Pénalités.	128
CHAPITRE VII. — Statistiques	135
CONCLUSION.	145

325. — Imp. Jouve et Cie, 15, rue Racine, Paris. — 5-29
